



COMMUNE DE BERCHEM-SAINTE-AGATHE
GEMEENTE SINT-AGATHA-BERCHEM

CONSEIL COMMUNAL DU 24 SEPTEMBRE 2015
GEMEENTERAAD VAN 24 SEPTEMBER 2015

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Joël Riguelle, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter* ;
Vincent Riga, Stéphane Tellier, Marc Vande Weyer, Pierre Tempelhof, Agnès Vanden Bremt,
Echevins/Schepenen ;
Marc Hermans, Monique Dupont, Peter Decabooter, Christian Boucq, Marc Ghilbert, Marie Kunsch,
Fatiha Metioui-Amanzou, Chantal Dubocage, Said Chibani, Luc Demullier, Ndongo Diop, Vincent
Lurquin, Yonnec Polet, Katia Van den Broucke, Nicolas Stassen, Nicolas Pantidis, François Robe,
Dirk Moors, Maude Van Gyseghem, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Philippe Rossignol, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Jean Marie Colot, Michaël Vander Mynsbrugge, *Echevins/Schepenen* ;
Jean-François Culot, *Président du CPAS/Voorzitter van het OCMW*.

Ouverture de la séance à 20:05
Opening van de zitting om 20:05

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

24.09.2015/A/0001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 18 juin 2015 - Approbation**

Le procès-verbal de la séance du 18.06.2015 est approuvé à l'unanimité des voix.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
23 votants : 23 votes positifs.

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 18 juni 2015 - Goedkeuring

Het proces-verbaal van de zitting van 18.06.2015 wordt goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Volledig register Gemeenteraad 18.06.2015.pdf

24.09.2015/A/0002 **Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal - Modification**

LE CONSEIL,

Vu l'article 91 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la décision du Conseil communal du 30.04.2015 (/A/0007) modifiant le règlement
d'ordre intérieur du Conseil communal;
Attendu le courrier de Bruxelles Pouvoirs Locaux informant que la délibération ne

soulève pas d'objection majeure de leur part mais attirant l'attention sur le fait que le droit d'obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration communale est un droit individuel des Conseillers communaux et pas des groupes politiques;
Considérant qu'il convient dès lors de modifier l'article 57 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal;

Attendu que le même courrier de Bruxelles Pouvoirs Locaux demande que soient précisées les modalités d'exercice du droit d'interpellation;

Considérant toutefois que l'article 7 du règlement d'ordre intérieur précise déjà les modalités d'introduction de l'interpellation;

Attendu le courriel du 30.06.2015 de Bruxelles Pouvoirs Locaux précisant que d'autres modalités sont à définir comme celles de déterminer globalement le temps de parole maximum de l'interpellant pour exposer son interpellation et le temps de réponse du Collège puis de la réintervention de l'interpellant;

Considérant que la Commune de Berchem-Sainte-Agathe ne souhaite pas minuter le temps de parole de ses Conseillers communaux et que l'article 27 du règlement d'ordre intérieur précise déjà la police des réunions;

Attendu que le même courriel propose également que soit précisé si les interpellations sont placées en toute fin de séance après l'examen des autres points de l'ordre du jour;

Considérant que l'ordre du jour complémentaire est, comme son nom l'indique, traité en fin de séance publique sauf s'il est question de personne dans le point étranger à l'ordre du jour;

ARRETE ce qui suit:

Le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal est modifié comme suit:
(pour la compréhension du texte, il faut entendre par le "conseil" le "conseil communal", par le "collège" le "collège des bourgmestre et échevins" et par les "membres" les "membres du conseil")

Préambule

Le conseiller qui, en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour la durée et l'accomplissement de ce mandat, se faire assister par deux personnes de confiance qui se relaient pendant une même séance du conseil communal, des sections ou de commission. Chaque personne de confiance est choisie parmi les électeurs de la commune qui satisfont aux conditions d'éligibilité pour le mandat de conseiller communal, et qui ne sont pas membres du personnel communal ni du personnel du centre public d'aide sociale de la commune concernée.

Lorsqu'elle fournit cette assistance, chaque personne de confiance est soumise aux mêmes obligations et dispose des mêmes moyens que le conseiller, en ce compris la perception du jeton de présence.

Section 1: Fréquence des réunions du conseil

Article 1

Le conseil se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins dix fois l'an en séance publique.

Section 2: Compétence de décider que le conseil se réunira

Article 2

Sans préjudice des articles 3 et 4, la compétence de décider que le conseil se réunira tel

jour, à telle heure, appartient au collège.

Avant d'entrer en séance, les membres ainsi que chaque personne de confiance désignée conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale qui fournit l'assistance pendant la séance, signent une liste de présence. Cette liste est arrêtée par le président.

Les noms des membres du conseil signataires sont mentionnés au procès-verbal.

Article 3

Lors d'une de ses réunions, le conseil peut décider à la majorité absolue des membres présents que, tel jour, à telle heure, il se réunira à nouveau afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

Article 4

A la demande d'un tiers des membres du conseil en fonction, le collège est tenu de convoquer aux jour et heure indiqués par ces membres.

Section 3: Compétence de décider de l'ordre du jour

Article 5

Sans préjudice des articles 6 et 7, la compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du conseil appartient au collège.

Article 6

Lorsque le collège convoque le conseil sur la demande d'un tiers de ses membres, l'ordre du jour reprend, par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

Article 7

Tout membre du conseil peut déposer l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil étant entendu:

- a) que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace par courrier ou par courriel électronique à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be, au moins 5 jours francs avant la réunion du conseil;
- b) qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil.

Par "5 jours francs" il y a lieu d'entendre cinq jours de 24 heures, cela signifiant que le jour de réception de la proposition et celui de la réunion du conseil ne sont pas compris dans ce délai.

Sauf élément nouveau, les membres du conseil ne peuvent remettre de proposition étrangère à l'ordre du jour du conseil sur un sujet qui a déjà fait l'objet d'une interpellation, d'une question écrite ou orale lors de la dernière séance du conseil communal.

Le bourgmestre, ou celui qui le remplace, transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour de la réunion du conseil à ses membres et aux personnes de confiance désignées conformément l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance.

Section 4: Publicité des séances

Article 8

Sans préjudice des articles 9 et 10, les réunions du conseil sont publiques.

Article 9

Sauf lorsqu'il est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le conseil, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres présents, peut,

dans l'intérêt de l'ordre public, décider que la réunion du conseil ne sera pas publique.

Article 10

La réunion du conseil n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes. Il s'agit de "questions de personnes" lorsqu'il s'agit de personnes autres que les membres du conseil ou de la vie privée des membres du conseil et du secrétaire. Dès qu'une question de personne est soulevée, le président prononce immédiatement le huis clos.

Article 11

S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue uniquement à cette fin.

Section 5: Délais

Article 12

La convocation du conseil se fait par courrier électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale.

Sauf les cas d'urgence, la convocation du conseil se fait au moins sept jours francs avant celui de la réunion.

Dans les cas d'urgence, la décision de déroger à ce délai doit être motivée.

Le délai est ramené à deux jours francs lorsqu'il s'agit des deuxième et troisième convocations du conseil, dont il est question à l'article 90, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Section 6: Mise à disposition des dossiers

Article 13

Sans préjudice de l'article 17, pour chaque point de l'ordre du jour des réunions du conseil, toutes les pièces se rapportant à ce point sont mises à la disposition des membres du conseil et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale via l'application informatique dédiée à cet effet, ce dès l'envoi de l'ordre du jour. Les pièces qui ne peuvent pas être digitalisées sont mises à la disposition des membres du conseil sans déplacement des pièces, pendant les heures d'ouverture du secrétariat, ce dès l'envoi de l'ordre du jour.

Article 14

Pendant les heures de service, les fonctionnaires communaux, désignés par le secrétaire, fournissent aux membres du conseil qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant aux dossiers dont il est question à l'article 13.

Les membres conviennent des jour et heure avec le secrétaire.

Article 15

Au plus tard quatorze jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège remet à chaque membre du conseil et aux personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale, un exemplaire du projet de budget, du projet de la modification budgétaire ou des comptes sous format papier ou sur support informatique.

Le projet du budget ou les comptes sont accompagnés d'un rapport qui comporte une synthèse du projet.

Avant que le conseil délibère, un membre du collège commente le contenu du rapport.

Article 16

Deux fois par législature, lors du dépôt du premier et du quatrième budget, le collège soumet au conseil communal un plan triennal.

Ce plan triennal se compose des documents suivants:

1° une note d'orientation qui comporte les axes politiques fondamentaux choisis pour les trois prochaines années;

2° un plan de gestion qui traduit budgétairement la note d'orientation, sous forme d'estimations et de perspectives.

Après approbation par le conseil communal, ce plan triennal est publié conformément aux dispositions de l'article 112 de la Nouvelle Loi Communale.

Section 7: Information de la presse et des habitants

Article 17

Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du conseil sont portés à la connaissance du public au moins par voie d'affichage à la maison communale et par leur mise en ligne sur le site internet de la commune, dans les mêmes délais que ceux prévus aux articles 7, 13 et 15, relatifs à la convocation du conseil.

L'affiche ne comprend pas les points qui doivent être discutés à huis clos.

Article 18

La presse recevra, après en avoir fait la demande par écrit, l'ordre du jour des réunions publiques du conseil. Quelques exemplaires seront mis à la disposition des intéressés. Chaque habitant de la commune peut, à sa demande, moyennant paiement d'une redevance fixée par le conseil, obtenir un abonnement annuel pour recevoir les ordres du jour des séances publiques du conseil communal en version papier. Cette redevance couvre les frais d'envoi par la poste et l'impression. Chaque habitant peut obtenir gratuitement un ordre du jour de la séance publique du conseil communal en version papier au secrétariat communal.

Section 8: Présidence

Article 19

La compétence de présider les réunions du conseil appartient au bourgmestre ou à celui qui le remplace.

Section 9: Compétence d'ouvrir et de clore les réunions

Article 20

La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du conseil appartient au président. La compétence de clore les réunions du conseil comporte celle de les suspendre.

Article 21

Le président doit ouvrir les réunions du conseil à l'heure fixée par la convocation.

Article 22

Lorsque le président a clos une réunion du conseil:

- a) le conseil ne peut plus délibérer valablement;
- b) la réunion ne peut pas être réouverte.

Section 10: Quorum requis

Article 23

Sans préjudice de l'article 90 alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil ne peut prendre de décisions si la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente. Les

personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du quorum.

Lorsque, un quart d'heure après l'heure fixée par la convocation, la majorité des membres en fonction n'est pas présente, le président constate que la réunion ne peut avoir lieu.

Le président clôt alors immédiatement la séance.

Il en est de même si en cours de séance le quorum n'est plus atteint.

Section 11: Police des réunions

Article 24

La police des réunions du conseil appartient au président.

Le président peut charger le secrétaire de faire enregistrer les débats et les votes exprimés en séance publique.

Pendant la réunion du conseil, il est interdit, sauf autorisation expresse du président, de faire usage d'appareils enregistreurs de sons ou d'images. Ceci compte pour tous les conseillers communaux, la presse et le public. De toute façon, il est interdit de faire usage d'appareils enregistreurs de sons ou d'images pendant la séance à huis-clos.

Pendant la durée de la séance, le public garde le silence.

Article 25

Le président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire, tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou incitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de police.

Article 26

A l'égard des membres du conseil, le président intervient:

- en accordant la parole, en la retirant au membre qui persiste à s'écarter du sujet;
- en retirant la parole au membre qui trouble la sérénité de la réunion, en le rappelant à l'ordre, et après lui en avoir donné l'avertissement, en l'excluant de la réunion, en suspendant la réunion ou en la levant.

Article 27

Pour chaque point de l'ordre du jour:

- le président commente ou invite un échevin à le commenter;
- accorde la parole aux membres qui la demandent;
- clôt la discussion;
- met l'objet aux voix; le vote portant d'abord sur l'amendement éventuel déposé au secrétariat communal par un membre du conseil par courrier ou par courriel électronique à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be au plus tard le jour précédant la séance du conseil avant 12h, puis sur l'objet lui-même. Les amendements oraux ne sont pas autorisés.

Le président invite le conseiller qui a présenté un point à l'ordre du jour à le commenter.

Les membres du conseil ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point à l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.

Lorsque le conseil a décidé d'entendre des experts ou lorsque le président du CPAS est tenu de fournir des explications, le président détermine l'ordre d'intervention.

Article 28

Sont considérés comme troublant l'ordre, les membres:

- qui prennent la parole sans l'avoir obtenue;
- qui la conservent quand elle leur a été retirée;

- qui interrompent un autre membre.

Toute injure, toute parole offensante, toute allusion personnelle, sont réputés violation de l'ordre.

Tout membre du conseil qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le président décide si le rappel est maintenu ou retiré.

Section 12: Points non inscrits à l'ordre du jour

Article 29

Un point non inscrit à l'ordre du jour ne peut être traité, sauf cas d'urgence.

L'urgence est déclarée par les deux-tiers des membres présents; leurs noms sont insérés au procès-verbal.

Section 13 Validité des votes - nombre

Article 30

Les décisions (autres que nominations et présentations de candidats) sont prises à la majorité absolue des suffrages, les abstentions n'intervenant pas en cas de vote à haute voix, les bulletins nuls et blancs en cas de scrutin secret.

En cas de partage, la proposition est rejetée.

Article 31

En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

Section 14: Le vote public ou scrutin secret

Article 32

Sans préjudice de l'article 33, le vote est public.

Article 33

Les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret à la majorité absolue des voix.

Section 15: Le vote public

Article 34

Lorsque le vote est public, les membres du conseil votent à haute voix par oui, non ou abstention.

Article 35

Au début de chaque séance, le président tire au sort le nom du membre qui votera le premier. Si le conseiller est absent, le président recommence le tirage. Le président vote en dernier lieu.

Article 36

Après chaque vote public, le président proclame le résultat de celui-ci.

Section 16: Nominations, présentations de candidats

Article 37

Il est effectué un scrutin particulier pour chaque vote nominatif. Les candidatures pour chaque nomination, approbation de nomination et présentation de candidats sont proposées par le collège. Les conseillers ont le droit de proposer leur propre candidat. Dans cette hypothèse, ils doivent déposer leur proposition par écrit par courrier ou par courriel électronique à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be au secrétariat communal, au plus tard le jour précédant la séance du conseil avant 12h.

Article 38

Le bureau pour le scrutin et le dépouillement est composé du président et des deux conseillers présents les moins âgés. Le secrétaire communal tient note des membres votant à chaque scrutin.

Article 39

Le nombre de bulletins est vérifié avant la distribution et avant le dépouillement. Sur chaque bulletin de vote sera mentionné le ou les noms du ou des candidats. Si le nombre de bulletins recueillis n'est pas égal à celui des votants, le scrutin est annulé et le conseil est appelé à voter de nouveau.

Chaque nomination, approbation ou présentation doit être réglée dans une seule et même séance.

Section 17: Le procès-verbal

Article 40

Le procès-verbal des réunions reprend tous les objets mis en discussion ainsi que les décisions ou la suite y réservée.

Article 41

Le projet de procès-verbal de la séance précédente est mis à la disposition des membres du conseil et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale via l'application informatique dédiée à cet effet, et ce dès l'envoi de l'ordre du jour.

Section 18: L'approbation du procès-verbal

Article 42

Il n'est pas donné lecture du procès-verbal.

Article 43

Tout membre a le droit de faire par l'introduction d'un amendement des observations sur la rédaction du procès-verbal de la séance précédente. Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.

Si la séance s'écoule sans observations, le procès-verbal est considéré comme adopté et signé par le président et le secrétaire communal.

Article 44

Une fois adopté et signé par le président et le secrétaire, le procès-verbal de chaque séance est mis en ligne sur le site internet de la commune.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les points du procès-verbal qui ont été abordés à huis clos ne sont pas mis en ligne sur le site internet de la commune.

Section 19: Les sections réunies du conseil communal

Article 45

Le conseil peut se réunir en sections réunies sous la présidence du bourgmestre ou de celui qui le remplace pour préparer les discussions sur les points à l'ordre du jour du conseil communal.

Article 46

Les sections réunies sont réunies sur convocation de leur président par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale et se tiennent quel que soit le nombre des membres présents. Le secrétariat est assuré par le secrétaire communal ou par le fonctionnaire désigné par lui.

Article 47

Les sections réunies ne sont pas publiques. Toutefois, des experts ou des fonctionnaires peuvent être entendus.

Section 20: Des commissions du conseil communal

Article 48

Le conseil communal peut créer, en son sein, des commissions qui ont pour mission de préparer les discussions des séances du conseil communal dans les matières dont elles s'occupent. Les commissions du conseil communal peuvent, en ce compris de leur propre initiative, rendre des avis et formuler des recommandations à l'attention du conseil communal dans les matières dont elles s'occupent.

Article 49

Les mandats de membre de chaque commission du conseil communal sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le conseil communal. Sont considérés comme formant un groupe: les membres du conseil qui sont élus sur une même liste ou qui sont élus sur des listes affiliées en vue de former un groupe.

Article 50

Les commissions du conseil communal sont composées de neuf membres qui sont nommés par le conseil communal. Les mandats sont attribués selon la méthode proportionnelle de calcul D'Hondt.

Article 51

Chaque groupe représenté au conseil communal mais qui n'a pas de délégué membre dans la commission, peut désigner un observateur qui assistera aux réunions de ladite commission sans avoir le droit d'intervenir dans le débat ou de voter.

Article 52

Les commissions du conseil communal peuvent toujours entendre des experts et des personnes intéressées.

Article 53

Chaque commission du conseil communal adopte son règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur détermine notamment le mode de convocation et d'attribution de la présidence de la commission.

Section 21: Des questions écrites et orales

Article 54

Les membres du conseil ont le droit de poser des questions écrites par courrier ou par courriel électronique à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be concernant l'administration de la commune. A ces questions, il sera répondu par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi communale dans

les 30 jours calendrier.

Après avoir achevé l'ordre du jour du conseil, les conseillers peuvent poser leurs questions orales au collègue. A ces questions, il est répondu, soit séance tenante soit à la séance suivante, ou au plus tard par écrit par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale dans les 30 jours calendrier.

Sauf élément nouveau, les membres du conseil ne peuvent poser de question écrite ou orale sur un sujet qui a déjà fait l'objet d'une interpellation, d'une question écrite ou orale lors de la dernière séance du conseil communal.

Article 55

Les questions écrites et orales visées à l'alinéa précédent et les réponses qui y sont apportées, sont mises en ligne sur le site internet de la commune.

Section 22: Droit d'obtention de copies des actes et pièces

Article 56

Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil.

Article 57

Chaque conseiller peut obtenir, sans frais, une copie des actes et pièces en question.

Section 23: Droit de visite

Article 58

Les membres du conseil ont le droit de visiter les établissements et services communaux, accompagnés d'un membre du collège, aux jour et heure que le conseiller et le membre du collège conviennent entre eux.

Ils peuvent interroger les membres du personnel par l'intermédiaire du membre du collège.

Les membres du conseil ont aussi le droit de visiter les établissements et services communaux, accompagnés du secrétaire communal, aux jour et heure qu'ils conviennent entre eux. Ils peuvent interroger les membres du personnel par l'intermédiaire du secrétaire.

Article 59

Durant leur visite, les membres du conseil sont tenus de se comporter d'une manière passive.

Section 24: Jetons de présence

Article 60

Sans préjudice de l'article 19 de la Nouvelle Loi Communale, pour chacune des réunions du conseil et des sections réunies, les conseillers présents et chaque personne de confiance désignée conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale qui fournit l'assistance pendant la séance, perçoivent un jeton de présence. Pour chacune des commissions créées par le conseil conformément à l'article 120 de la Nouvelle Loi Communale, les conseillers membres de la commission et chaque personne de confiance désignée conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale qui fournit l'assistance pendant la séance à un conseiller membre de la commission, perçoivent un jeton de présence.

Pour ce faire, les conseillers présents aux réunions du conseil et des sections réunies,

les conseillers membres de la Commission et chaque personne de confiance désignée conformément à l'article 12bis de la Nouvelle Loi Communale qui fournit à une de ces personnes l'assistance pendant la séance, signent une liste de présence qui est transmise au secrétariat communal. Les observateurs qui assistent aux réunions de la commission ne perçoivent pas de jeton de présence.

Pour pouvoir bénéficier du jeton de présence dont question au présent article, les membres du conseil communal doivent assister à l'entièreté de la réunion ou pour une durée minimale de deux heures consécutives.

Section 25: Droit d'interpellation des habitants de la commune à l'attention du collègue

Article 61

Au début de la séance du conseil communal, après approbation du procès-verbal de la séance précédente, un temps d'interpellation d'une demi-heure maximum est réservé à l'exposé de(s) interpellation(s) des habitants de la commune.

Article 62

Pour être valablement introduite auprès du conseil, la demande d'interpellation doit être signée par 20 personnes, domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins. L'interpellation doit être relative à un sujet d'intérêt communal, ne pas revêtir un intérêt exclusivement particulier et être rédigé en français ou en néerlandais. Est irrecevable, l'interpellation relative à une matière qui relève des séances à huis clos, qui figure déjà à l'ordre du jour du conseil, qui a déjà fait l'objet d'une interpellation au cours des derniers 3 mois ou qui ne respecte pas les droits de l'homme ou revêt un caractère raciste ou xénophobe.

Article 63

Pour être prise en considération, la demande d'interpellation doit être introduite par écrit et signée en original à l'attention du collègue au moins 5 jours francs avant la date fixée pour la séance du conseil. Par "5 jours francs" il y a lieu d'entendre cinq jours de 24 heures, cela signifiant que le jour de réception de la proposition et celui de la réunion du conseil ne sont pas compris dans ce délai. La demande d'interpellation doit indiquer clairement l'identité de l'interpellateur (nom, adresse et numéro national), éventuellement, s'il est mandaté, le nom du groupement, de l'association, du quartier ou du club qui le mandate, l'identité des signataires (noms, adresses et numéros nationaux) ainsi qu'un bref exposé du sujet traité. Les demandes d'interpellations sont classées et numérotées par ordre de réception dans les mains du secrétaire communal ou de la personne qui le remplace.

Article 64

Le collègue met les interpellations valablement introduites et recevables à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil dans l'ordre chronologique de réception des demandes, étant entendu que trois interpellations au maximum peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une même séance. La liste des demandes d'interpellation est communiquée aux membres du conseil communal avant la séance par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers. Le bourgmestre ou le membre du collègue ayant ce point dans ses attributions répond à l'interpellation séance tenante. L'interpellation en ce compris le temps de réponse ne peut dépasser 10 minutes.

Section 26: Dispositions finales

Article 65

Il sera fait référence à la Nouvelle Loi Communale pour tout ce qui n'est pas

expressément prévu par le présent règlement.

Article 66

Les dispositions antérieures relatives au règlement d'ordre intérieur sont abrogées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad - Wijziging

DE RAAD,

Gezien artikel 91 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 30.04.2015 (/A/0007) tot wijziging van het reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad;

Gelet op de brief van Brussel Plaatselijke Besturen waarin staat dat de beraadslaging geen bezwaar oplevert van hun kant, maar dat de aandacht dient gevestigd te worden op het feit dat het recht om een kopie van akten en stukken met betrekking tot het gemeentebestuur te verkrijgen, een individueel recht van de Gemeenteraadsleden is en niet van de politieke fracties;

Overwegende dat het aldus aangewezen is om artikel 57 van het reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad te wijzigen;

Gelet op dezelfde brief van Brussel Plaatselijke Besturen waarin gevraagd wordt om de modaliteiten inzake interpellatierecht te preciseren;

Overwegende dat het artikel 7 van het reglement van inwendige orde nochtans reeds de modaliteiten inzake het indienen van interpellaties preciseert;

Gelet op de e-mail van 30.06.2015 van Brussel Plaatselijke Besturen waarin andere modaliteiten te definiëren zijn zoals deze van het globaal bepalen van de maximale tijd dat de interpellant krijgt om zijn interpellatie toe te lichten en de antwoordtijd van het College, vervolgens het opnieuw tussenkomen van de interpellant;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Agatha-Berchem de tijd tot woordneming niet wenst te beperken voor haar Gemeenteraadsleden en dat het artikel 27 van het reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad reeds het handhaven van de orde van de vergadering preciseert;

Gezien er in dezelfde e-mail eveneens voorgesteld wordt om te preciseren dat de interpellaties op het allerlaatste van de zitting geplaatst worden na het behandelen van de andere punten van de dagorde;

Overwegende dat de bijkomende dagorde, zoals de naam het zelf zegt, behandeld wordt aan het einde van de openbare zitting, behalve wanneer het gaat om personen vermeld in het desbetreffende punt;

BESLUIT wat volgt:

Het reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad wordt als volgt gewijzigd: (voor het begrip van de tekst verstaat men onder de "raad" de "gemeenteraad", het "college" het "college van burgemeester en schepenen" en de "leden" de "leden van de gemeenteraad")

Preambule

Het raadslid dat wegens een handicap niet zelfstandig zijn mandaat kan vervullen, kan zich voor de duur en de uitoefening van dit mandaat laten bijstaan door twee vertrouwenspersonen die elkaar afwisselen tijdens éénzelfde gemeenteraadszitting,

zitting van de verenigde secties of van een commissie. Iedere vertrouwenspersoon wordt gekozen uit de gemeenteraadskiezers die aan de verkiesbaarheidsvereisten voor het mandaat van gemeenteraadslid voldoen en die geen lid is van het gemeentepersoneel, noch van het personeel van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de betrokken gemeente.

Bij het verlenen van de bijstand, heeft iedere vertrouwenspersoon dezelfde verplichtingen en krijgt hij dezelfde middelen ter beschikking als het raadslid, met inbegrip van het ontvangen van presentiegeld.

Sectie 1: Frequentie van de vergaderingen van de raad

Artikel 1

De raad vergadert zo dikwijls als de zaken die tot zijn bevoegdheid behoren het vereisen en minstens tienmaal per jaar in openbare zitting.

Sectie 2: Bevoegdheid om de raad bijeen te roepen

Artikel 2

Onverminderd de artikelen 3 en 4, wordt de raad bijeengeroepen op de dag en uur bepaald door het college.

Alvorens aan de vergadering deel te nemen, tekenen de leden evenals iedere vertrouwenspersoon die aangeduid is overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en die tijdens de vergadering assistentie verleent, een presentielijst. Deze lijst wordt vastgesteld door de voorzitter. De namen van de aanwezige raadsleden worden in de notulen vermeld.

Artikel 3

Tijdens één van zijn vergaderingen, kan de raad bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden beslissen om op een bepaalde dag en een bepaald uur opnieuw te vergaderen om de bespreking van een niet afgewerkte agenda verder te zetten.

Artikel 4

Op aanvraag van één derde van de zittinghebbende leden, is het college verplicht de raad bijeen te roepen op de dag en uur door deze leden bepaald.

Sectie 3: Bevoegdheid om te beslissen over de agenda

Artikel 5

Onverminderd de artikelen 6 en 7 wordt de agenda van de vergaderingen van de raad door het college vastgesteld.

Artikel 6

Indien het college de raad oproept op aanvraag van één derde van de zittinghebbende leden, dan wordt voor de agenda voorrang gegeven aan de vermelde punten van de aanvragers van de vergadering.

Artikel 7

Ieder lid van de raad kan één of meerdere bijkomende punten op de agenda plaatsen, rekening houdende:

- a) dat dit voorstel, dat niet op de agenda voorkomt, dient afgegeven te worden per brief of per elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be aan de burgemeester of zijn plaatsvervanger, tenminste 5 vrije dagen vóór de gemeenteraad;
- b) dat het voorstel vergezeld is van een verklarende nota of een document geschikt om de raad in te lichten.

Onder "5 vrije dagen" dient te worden begrepen vijf dagen van 24 uur, met dien

verstande dat de dag van de ontvangst van het voorstel en de dag van de vergadering van de raad niet in deze termijn inbegrepen zijn.

Behalve een nieuw element mogen de raadsleden geen voorstel, dat niet op de agenda voorkomt, afgeven over een onderwerp dat reeds tijdens de laatste gemeenteraadszitting het voorwerp uitgemaakt heeft van een interpellatie, een schriftelijke vraag of een mondelinge vraag.

De burgemeester, of diegene die hem vervangt, verdeelt zonder termijn de bijkomende punten van de dagorde van de vergadering van de raad aan zijn leden en aan de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet per elektronische post op het gemeentelijk emailadres van de raadsleden en van de vertrouwenspersonen.

Sectie 4: Openbaarheid der zittingen

Artikel 8

Onverminderd de artikelen 9 en 10 zijn de vergaderingen van de raad openbaar.

Artikel 9

Behalve voor de begroting, een begrotingswijziging of de rekeningen, kan de gemeenteraad op vraag van een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde, beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

Artikel 10

De vergadering is niet openbaar wanneer het over personen gaat.

Het gaat over personen wanneer het gaat over andere personen dan de leden van de raad of indien het privéleven van raadsleden of dat van de secretaris ter sprake wordt gebracht.

Zodra een dergelijk punt aan de orde is, beveelt de voorzitter terstond dat de behandeling in besloten vergadering wordt verder gezet.

Artikel 11

Als tijdens de openbare vergadering blijkt dat de behandeling van een punt in besloten vergadering moet worden voortgezet, kan de openbare vergadering uitsluitend voor dit doel worden onderbroken.

Sectie 5: Termijnen

Artikel 12

De bijeenroeping van de raad gebeurt per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Behalve spoedeisende gevallen, geschiedt de bijeenroeping van de raad tenminste zeven vrije dagen vóór de vergadering.

In spoedeisende gevallen zal gemotiveerd van deze oproepingsperiode worden afgeweken.

Deze termijn wordt op twee vrije dagen gebracht indien het een tweede of een derde uitnodiging betreft van de raad zoals bepaald in artikel 90, alinea 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Sectie 6: Ter beschikking stellen van dossiers

Artikel 13

Zonder afbreuk te doen aan artikel 17, zal voor ieder punt van de agenda van de vergaderingen van de raad alle stukken betreffende het punt, ter beschikking van de

leden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet, gesteld worden via de daartoe voorziene geïnformatiseerde toepassing, vanaf de verzending van de oproeping. De stukken die niet gedigitaliseerd kunnen worden, worden ter beschikking gesteld van de raadsleden zonder verplaatsing van de stukken, gedurende de openingsuren van het secretariaat, vanaf de verzending van de oproeping.

Artikel 14

Tijdens de kantooruren, geven de door de gemeentesecretaris aangewezen ambtenaren aan de raadsleden die technische toelichtingen vragen, de nodige technische toelichtingen betreffende de documenten die in de dossiers voorkomen waarvan sprake in artikel 13.

De dag en het uur wordt overeengekomen tussen de leden en de secretaris.

Artikel 15

Uiterlijk veertien vrije dagen vóór de vergadering gedurende dewelke de raad dient te beraadslagen over de begroting, een begrotingswijziging of over de rekeningen, zal het college aan elk gemeenteraadslid en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet, een exemplaar van het voorstel van begroting, begrotingswijziging of rekeningen op papier of via datadrager toesturen.

Het voorstel van begroting of de rekeningen zullen vergezeld worden van een verslag dat een synthese bevat van het voorstel.

Vooraleer de raad beraadslaagt, zal een lid van het college commentaar geven over de inhoud van het verslag.

Artikel 16

Tweemaal per legislatuur, bij de neerlegging van de eerste en de vierde begroting, legt het college de gemeenteraad een driejaarlijks plan voor.

Dit driejaarlijks plan bestaat uit de volgende documenten:

1° een oriëntatienota, die minstens de hoofdbeleidskeuzen bevat die voor de drie eerstvolgende jaren vastgesteld worden;

2° een beheersplan dat de oriëntatienota begrotingsmatig vertaalt, in de vorm van ramingen en vooruitzichten.

Dit driejaarlijks plan wordt na goedkeuring door de gemeenteraad bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

Sectie 7: Informatie aan de pers en de inwoners

Artikel 17

De plaats, dag en uur alsook de agenda van de vergadering van de raad, worden ter kennis gebracht aan het publiek minstens bij middel van aanplakking aan het gemeentehuis en door de bekendmaking ervan op de website van de gemeente, binnen dezelfde termijnen als deze voorzien in de artikelen 7, 13 en 15 inzake de bijeenroeping van de raad.

De aanplakking maakt geen melding van de punten die in besloten vergadering worden besproken.

Artikel 18

De pers, indien hiervoor een schriftelijke aanvraag wordt gedaan, zal de agenda bekomen van de openbare vergaderingen van de raad. Enkele exemplaren van de agenda zullen ter beschikking van het publiek worden gesteld. Iedere inwoner van de gemeente kan tegen betaling van een retributie, vastgesteld door de raad, een jaarlijks abonnement bekomen voor de agenda op papier van de openbare gemeenteraadszittingen. Deze retributie zal de uitgave van de verzending en het

afdrukken dekken. Iedere inwoner kan eveneens zonder kosten, een dagorde van de openbare zitting op papier op het gemeentesecretariaat afhalen.

Sectie 8: Voorzitterschap

Artikel 19

De bevoegdheid om de raad voor te zitten komt toe aan de burgemeester of zijn wettige plaatsvervanger.

Sectie 9: Bevoegdheid om de vergaderingen te openen en te sluiten

Artikel 20

De vergadering wordt door de voorzitter geopend en gesloten. De bevoegdheid om de vergaderingen te sluiten bevat ook deze om de vergadering te schorsen.

Artikel 21

De voorzitter opent de vergaderingen van de raad op het uur vermeld op de uitnodiging.

Artikel 22

Indien de voorzitter de vergadering van de raad heeft gesloten:

- a) is de gemeenteraad niet meer bevoegd om geldig te beraadslagen;
- b) mag de raadszitting niet meer opnieuw geopend worden.

Sectie 10: Vereiste quorum

Artikel 23

Onverminderd artikel 90 alinea 2 van de Nieuwe Gemeentewet, kan de raad geen beslissing nemen indien de meerderheid van de zittinghebbende leden niet aanwezig is. De vertrouwenspersonen, aangeduid overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet, worden niet in rekening genomen voor het berekenen van het quorum. Indien, een kwartier na het vastgestelde uur op de uitnodiging, de meerderheid van de zittinghebbende leden niet aanwezig is, stelt de voorzitter vast dat de vergadering niet kan plaatshebben.

De voorzitter sluit onmiddellijk de zitting wanneer het quorum niet of niet meer bereikt is.

Sectie 11: Handhaving van de orde van de vergaderingen

Artikel 24

De handhaving van de orde tijdens de vergadering komt toe aan de voorzitter.

De voorzitter kan de secretaris gelasten om de debatten en stemmingen van de openbare vergaderingen te laten registreren.

Tijdens de vergadering van de raad is het verboden, behalve uitdrukkelijke toestemming van de voorzitter, om gebruik te maken van hand- of beeldopnamen. Dit geldt voor alle gemeenteraadsleden, de pers en het publiek. Tijdens de besloten vergadering is het sowieso verboden om gebruik te maken van klank- of beeldopnamen.

Tijdens de zitting van de raad zal het publiek de stilte bewaren.

Artikel 25

De voorzitter kan, na een voorafgaande waarschuwing, terstond uit de aan het publiek voorbehouden plaats, iedere persoon doen verwijderen die openlijk tekens van goedkeuring of van afkeuring geeft of op enigerlei wijze wanorde veroorzaakt.

De voorzitter kan bovendien proces-verbaal opstellen tegen de overtreder met het oog op zijn verwijzing naar de politierechtbank.

Artikel 26

Ten opzichte van de raadsleden komt de voorzitter tussen om:

- het woord te verlenen of het terug te nemen indien het lid bewust van het onderwerp afwijkt, door het punt van de agenda ter stemming te brengen;
- het woord te ontnemen van het lid dat de orde verstoort, door het lid tot de orde te roepen, en kan na verwittiging het lid uit de vergadering uitsluiten of de zitting schorsen of opheffen.

Artikel 27

Voor ieder punt van de agenda, kan de voorzitter:

- commentaar geven of een schepen uitnodigen commentaar te geven;
 - het woord verlenen aan de leden die er om vragen;
 - de discussie afsluiten;
 - het onderwerp ter stemming brengen; de stemming gaat eerst over de eventuele amendementen neergelegd door een gemeenteraadslid per brief of per elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be op het gemeentesecretariaat ten laatste de dag voorafgaand aan de raadzitting uiterlijk vóór 12 uur, daarna over het eigenlijke onderwerp. Mondelinge amendementen zijn niet toegelaten.
- De voorzitter nodigt het raadslid uit om het punt dat hij op de agenda geplaatst heeft, te commentariëren.

Geen enkel raadslid mag meer dan tweemaal het woord nemen over hetzelfde onderwerp, tenzij de voorzitter er anders over beslist.

Wanneer de raad beslist heeft om deskundigen te horen of wanneer de voorzitter van het OCMW gehouden is om uitleg te verschaffen, bepaalt de voorzitter de orde van tussenkomst.

Artikel 28

Worden aanzien als storend voor de vergadering, wanneer de leden:

- het woord nemen, zonder dat het werd toegestaan;
- het woord behouden, terwijl het woord werd ontnomen;
- een ander lid onderbreken wanneer deze het woord heeft.

Elk scheldwoord, elke beledigende uitdrukking en elke persoonlijke toespeling worden geacht in strijd te zijn met de orde.

Elk lid dat tot de orde wordt teruggeroepen, mag zich verantwoorden, waarna de voorzitter beslist of de terugroeping tot de orde gehandhaafd of ingetrokken wordt.

Sectie 12: Niet ingeschreven punten op de agenda

Artikel 29

Een punt dat niet op de agenda voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen.

Tot de spoedbehandeling kan worden beslist door een tweederde aanwezige meerderheid; de namen zullen worden vermeld in de notulen van de zitting.

Sectie 13: Geldigheid van de stemmen - aantal

Artikel 30

De beslissingen (andere dan benoemingen en voordrachten van kandidaten) worden bij volstreekte meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen genomen, de onthoudingen worden niet meegerekend bij de mondelinge stemming; bij geheime stemming worden de ongeldige en blanco stemmen niet meegerekend.

In geval van staking van stemmen, wordt het voorstel verworpen.

Artikel 31

Indien bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de vereiste meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op met tweemaal zoveel namen als er benoemingen of voordrachten moeten geschieden.

De stemmen kunnen alleen uitgebracht worden op de kandidaten die op deze lijst voorkomen.

De benoeming of de voordracht geschiedt bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur.

Sectie 14: Openbare of besloten stemming

Artikel 32

Onverminderd artikel 33 is de stemming openbaar.

Artikel 33

De voordrachten van kandidaten, de benoemingen in een ambt, terbeschikkingstellingen, de preventieve schorsingen in het belang van de dienst en de tuchtmaatregelen worden bij geheime stemming en volstreekte meerderheid genomen.

Sectie 15: Openbare stemming

Artikel 34

Indien de stemming openbaar is, wordt deze door de leden met luide stem uitgebracht met ja, neen of onthouding.

Artikel 35

In het begin van de zitting wordt door de voorzitter de naam van een raadslid uitgeloot die het eerst zal stemmen. Indien het raadslid afwezig is, gaat de voorzitter over tot een nieuwe loting.

De voorzitter stemt het laatst.

Artikel 36

Na iedere openbare stemming, zal de voorzitter de uitslag hiervan mededelen.

Sectie 16: Benoemingen, voordrachten van kandidaten

Artikel 37

Voor elke nominatieve stemming wordt afzonderlijk gestemd. De kandidaturen voor benoemingen, goedkeuring van benoeming en voordracht van kandidaten, worden voorgedragen door het college.

De raadsleden hebben het recht een eigen kandidaat voor te dragen. In dit geval zullen zij de voordracht van hun kandidaat schriftelijk neerleggen op het gemeentesecretariaat per brief of per elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be, ten laatste de dag voorafgaand aan de raadzitting uiterlijk vóór 12 uur.

Artikel 38

Het bureau voor de stemming en voor de stemopneming is samengesteld uit de voorzitter en de twee jongste aanwezige leden. Bij elke stemming neemt de gemeentesecretaris nota van de stemmende leden.

Artikel 39

Het aantal stembriefjes wordt vóór de uitdeling en vóór de stemopneming nagekeken. Op ieder stembriefje zal de naam van de kandidaat of kandidaten vermeld worden.

Indien het niet gelijk is aan dit van het aantal personen dat een stem uitbracht, wordt de stemming vernietigd en dient de raad opnieuw te stemmen.
Elke benoeming, goedkeuring of voordracht moet tijdens één en dezelfde vergadering afgehandeld worden.

Sectie 17: Het proces-verbaal

Artikel 40

Het proces-verbaal van de vergaderingen herneemt alle onderwerpen waarover werd beraadslaagd alsook de beslissingen of het gevolg dat er aan gegeven werd.

Artikel 41

Het project van proces-verbaal van de vorige zitting wordt ter beschikking gesteld van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet via de daartoe voorziene geïnformatiseerde toepassing, vanaf de verzending van de oproeping.

Sectie 18: De goedkeuring van het proces-verbaal

Artikel 42

Er wordt geen lezing gegeven van het proces-verbaal.

Artikel 43

Ieder raadslid heeft het recht opmerkingen te maken, via het indienen van een amendement, over het opstellen van het proces-verbaal van de vorige gemeenteraad. Indien deze opmerkingen worden aangenomen, zal de secretaris ter zitting of ten laatste op de volgende zitting een nieuwe tekst voorleggen, overeenkomstig de beslissing van de raad.

Indien geen bezwaren worden ingebracht, wordt het proces-verbaal van de vorige vergadering beschouwd als aangenomen en worden getekend door de voorzitter en de secretaris.

Artikel 44

Zodra het proces-verbaal van elke vergadering is goedgekeurd en ondertekend door de burgemeester en de gemeentesecretaris, worden ze op de website van de gemeente geplaatst.

In afwijking van de vorige alinea, worden de punten van het proces-verbaal die met gesloten deuren werden besproken, niet op de gemeentelijke website geplaatst.

Sectie 19: De verenigde secties van de gemeenteraad:

Artikel 45

De raad kan vergaderen in verenigde secties onder het voorzitterschap van de burgemeester of hij die hem vervangt om discussies voor te bereiden over punten die op de dagorde van de gemeenteraad staan.

Artikel 46

De verenigde secties worden uitgenodigd op uitnodiging van hun voorzitter per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en zullen plaatsvinden ongeacht het aantal aanwezige leden. Het secretariaat wordt verzekerd door de gemeentesecretaris of de ambtenaar die hij aanduidt.

Artikel 47

De verenigde secties zijn niet openbaar. Toch kunnen experts of ambtenaren gehoord

worden.

Sectie 20: Gemeenteraadscommissies

Artikel 48

De gemeenteraad kan in zijn midden commissies oprichten die als taak hebben de besprekingen in de gemeenteraadszittingen voor te bereiden voor de materies waarvoor zij aangeduid zijn.

De commissies kunnen, ook op eigen initiatief, adviezen uitbrengen en aanbevelingen formuleren ten behoeve van de gemeenteraad met betrekking tot de zaken waarmee zij zich bezighouden.

Artikel 49

De mandaten van lid van iedere gemeenteraadscommissie worden evenredig verdeeld over de fracties waaruit de gemeenteraad is samengesteld.

Geacht worden een fractie te vormen: de gemeenteraadsleden die op éénzelfde lijst verkozen zijn of die verkozen zijn op lijsten die onderling verenigd zijn om een fractie te vormen.

Artikel 50

De gemeenteraadscommissies zijn samengesteld uit negen leden die door de gemeenteraad benoemd worden. De mandaten worden toegekend volgens de proportionele berekeningsmethode D'Hondt.

Artikel 51

Iedere fractie die vertegenwoordigd is in de gemeenteraad maar die geen gedelegeerd lid heeft in de commissie, kan één waarnemer aanduiden die de zittingen van de genoemde commissie zal bijwonen zonder het recht te hebben om tussen te komen in het debat of om te stemmen.

Artikel 52

De gemeenteraadscommissies kunnen steeds deskundigen en belanghebbenden horen.

Artikel 53

Elke gemeenteraadscommissie stelt haar huishoudelijk reglement vast. Het huishoudelijk reglement bepaalt ondermeer de wijze van oproeping en van toewijzing van het voorzitterschap van de commissie.

Sectie 21: Mondelinge en schriftelijke vragen

Artikel 54

De leden van de raad hebben het recht om schriftelijke vragen te stellen per brief of per elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be betreffende het bestuur van de gemeente. Op deze vragen zal geantwoord worden binnen de 30 kalenderdagen van de ontvangst door het college per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Na het afwerken van de agenda van de raadszitting, kunnen de raadsleden mondelinge vragen stellen aan het college. Op deze vragen wordt hetzij onmiddellijk, hetzij op de volgende zitting geantwoord, ofwel schriftelijk ten laatste binnen de 30 kalenderdagen per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Behalve een nieuw element, mogen de Raadsleden geen schriftelijke of mondelinge vraag stellen over een onderwerp dat reeds tijdens de laatste gemeenteraadszitting het voorwerp uitgemaakt heeft van een interpellatie, een schriftelijke vraag of een

mondelinge vraag.

Artikel 55

De schriftelijke en mondelinge vragen beoogd in de vorige alinea en de antwoorden die erop gegeven zijn, worden online gezet op de gemeentelijke website.

Sectie 22: Recht om afschriften te bekomen

Artikel 56

Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de gemeente, mag onttrokken worden aan het onderzoek van de leden van de raad.

Artikel 57

Ieder raadslid kan, zonder kosten, één afschrift bekomen van akten en stukken waarvan sprake.

Sectie 23: Bezoekrecht

Artikel 58

De raadsleden hebben het recht de gemeentelijke inrichtingen en diensten te bezoeken, in gezelschap van een lid van het college op de dag en uur overeengekomen tussen het raadslid en het collegelid.

De raadsleden kunnen dan het personeel ondervragen door bemiddeling van het collegelid.

De raadsleden hebben ook het recht de inrichtingen en diensten te bezoeken, in gezelschap van de gemeentesecretaris op de dag en uur onderling overeengekomen. De raadsleden kunnen dan het personeel ondervragen door bemiddeling van de secretaris.

Artikel 59

Tijdens hun bezoek moeten de raadsleden passief optreden.

Sectie 24: Presentiegeld

Artikel 60

Onverminderd artikel 19 van de Nieuwe Gemeentewet zal voor iedere zitting van de raad, van de verenigde secties of van de commissies opgericht door de Gemeenteraad conform artikel 120 van de Nieuwe Gemeentewet, aan de aanwezige raadsleden en aan iedere vertrouwenspersoon die aangeduid is overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en die assistentie verleent tijdens de zitting, presentiegeld worden verleend. Voor ieder van de commissies, opgericht door de raad overeenkomstig artikel 120 van de Nieuwe Gemeentewet, ontvangen de raadsleden die lid zijn van de commissie en iedere vertrouwenspersoon aangeduid overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet die tijdens de zitting bijstand verleend aan een raadslid dat lid is van de commissie, presentiegeld. Om dit te doen, tekenen de raadsleden die aanwezig zijn tijdens de vergaderingen van de raad en de verenigde secties, de raadsleden die lid zijn van de commissie en iedere vertrouwenspersoon die aangeduid is overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en die assistentie verleent tijdens de zitting aan één van deze personen, een aanwezigheidslijst die wordt overgemaakt aan het gemeentesecretariaat. De waarnemers die de vergaderingen van de commissie bijwonen, ontvangen geen presentiegeld.

Om te kunnen genieten van het presentiegeld waarvan sprake in onderhavig artikel, dienen de Gemeenteraadsleden het geheel van de vergaderingen bij te wonen of gedurende minstens twee opeenvolgende uren de vergadering bij te wonen.

Sectie 25: Interpellatierecht van de inwoners van de gemeente ter attentie van het college

Artikel 61

Aan het begin van de zitting van de gemeenteraad, na goedkeuring van het proces-verbaal van de vorige vergadering, wordt een interpellatietijd van maximum een half uur voorbehouden voor interpellatie(s) van inwoners van de gemeente.

Artikel 62

Om een geldige aanvraag tot interpellatie in te dienen bij de gemeenteraad, dient de aanvraag tot interpellatie door 20 personen die in de gemeente wonen en ten minste 16 jaar oud zijn, ondertekend te worden. De interpellatie moet betrekking hebben op een onderwerp van gemeentelijk belang, mag geen uitsluitend privébelang hebben en moet in het Nederlands of het Frans opgesteld zijn. De interpellatie betreffende een aangelegenheid die moet worden behandeld met gesloten deuren, die reeds op de agenda van de gemeenteraad staat, die reeds aan bod is gekomen in een interpellatie in de laatste drie maanden, die de mensenrechten niet respecteert of die racistisch of xenofob van aard is, is onontvankelijk.

Artikel 63

Om in aanmerking te komen, dient de aanvraag tot interpellatie in originele vorm schriftelijk en ondertekend ter attentie van het college, tenminste 5 vrije dagen vóór de vastgestelde datum van de vergadering van de gemeenteraad, ingediend worden. Onder "5 vrije dagen" dient te worden begrepen vijf dagen van 24 uur, met dien verstande dat de dag van de ontvangst van het voorstel en de dag van de vergadering van de raad niet in deze termijn inbegrepen zijn. De aanvraag tot interpellatie moet duidelijk de identiteit van de interpellant vermelden (naam, adres en rijksregisternummer), en indien er eventueel sprake is van volmacht, de naam van de groepering, de vereniging, de wijk of van de club die deze verleende, de identiteit van de ondertekenaars (namen, adressen en rijksregisternummers) evenals een bondige omschrijving van het behandelde onderwerp vermelden. De aanvragen tot interpellaties worden door de gemeentesecretaris of door de persoon die hem vervangt in de volgorde van hun ontvangst verzameld en gerangschikt.

Artikel 64

Het college zet de geldig ingediende en ontvankelijk verklaarde interpellaties op de agenda van de volgende vergadering van de gemeenteraad in chronologische volgorde van ontvangst van de verzoeken, met dien verstande dat maximum drie interpellaties mogen ingeschreven worden op de agenda van eenzelfde vergadering. De lijst van de verzoeken tot interpellatie wordt vóór de vergadering meegedeeld aan de leden van de gemeenteraad per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden. De burgemeester of het collegelid tot wiens bevoegdheden dat punt behoort, antwoordt op de interpellatie na de toelichting van de interpellatie. De interpellatie, antwoord inbegrepen, mag niet meer dan 10 minuten in beslag nemen.

Sectie 26: Eindbeschikkingen

Artikel 65

Voor alles wat niet uitdrukkelijk is voorzien in onderhavig reglement, wordt verwezen naar de bepalingen van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 66

De vroegere bepalingen betreffende het reglement van inwendige orde zijn afgeschaft.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
201507101019.pdf

Monique Dupont entre en séance à 20h10 / treedt in zitting om 20u10.

24.09.2015/A/0003 **Marchés publics lancés par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vertu des articles 234§3 et 236§2 de la Nouvelle Loi Communale - Communication**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 et article 236§2;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins décidant de passer des marchés par procédure négociée selon l'article 26§1, 1^oa) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE QUANT AUX MARCHES SUIVANTS:

- Marché de travaux, de fournitures et de services: Nouvelle Loi Communale article 234§3 - Marchés dont le montant estimé par nature d'articles ne dépasse pas € 5.500,00 hors TVA, soit € 6.655,00 TVA comprise – Mode de passation: procédure négociée sans publicité – Conditions du marché: sur facture acceptée – Collège du 16.06.2015, du 23.06.2015, du 30.06.2015, du 03.07.2015, du 28.07.2015, du 18.08.2015 et du 25.08.2015
- Avenue de la Basilique - Aménagement de 6 coussins berlinois et 18 fosses à arbres - Montant estimé: € 72.951,86 (HTVA) ou € 88.271,75 (21% TVAC) - Article 421/731-60 BEO - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale - Collège du 16.06.2015
- Marché de fournitures - Livraison et placement de tentures - Montant estimé: € 19.008,26 (HTVA) ou € 23.000,00 (21% TVAC) - Articles 701/741-51 et 73402/741-51 BEO - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 30.06.2015
- Fournitures et plantations d'arbres dans la Commune - Programme 2015-2016 - Montant estimé: € 34.629,00 (HTVA) ou € 41.901,09 (21% TVAC) - Article 766/734-60 BEO - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 03.07.2015
- Acquisition d'un porte-outils autotracteur multifonctions avec 2 roues en vue d'un désherbage mécanique – Montant estimé: € 29.800,00 (HTVA) ou € 36.058,00 (21% TVAC) – Article 766/744-51 BEO – Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 18.08.2015

Le Conseil est informé.

Overheidsopdrachten opgestart door het College van Burgemeester en Schepenen krachtens artikelen 234§3 en 236§2 van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 en artikel 236§2;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE VOOR DE VOLGENDE OPDRACHTEN:

- Opdracht van werken, leveringen en diensten - Nieuwe Gemeentewet artikel 234§3 - Opdrachten waarvan het geraamde bedrag per aard van artikel niet hoger ligt dan € 5.500,00 excl. BTW, hetzij € 6.655,00 incl. BTW - Wijze van gunning: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Voorwaarden van de opdracht: met aangenomen factuur – College van 16.06.2015, van 23.06.2015, van 30.06.2015, van 03.07.2015, van 28.07.2015, van 18.08.2015 en van 25.08.2015
- Basiliëklaan – Aanleg van 6 Berlijnse kussens en 18 boomkuilen – Geraamd bedrag: € 72.951,86 (excl. BTW) of € 88.271,75 (21% BTWI) – Artikel 421/731-60 BGB – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Toepassing van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 16.06.2015
- Opdracht van leveringen - Levering en plaatsing van overgordijnen - Geraamd bedrag: € 19.008,26 (excl. BTW) of € 23.000,00 (21% BTWI) - Artikels 701/741-51 en 73402/741-51 BGB - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 30.06.2015
- Levering en beplanting van bomen in de Gemeente - Programma 2015-2016 - Geraamd bedrag: € 34.629,00 (excl. BTW) of € 41.901,09 (21% BTWI) - Artikel 766/734-60 BGB - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 03.07.2015
- Aankoop van een multifunctionele, zelftrekkende werktuigdrager op 2 wielen met het oog op een mechanische onkruidbestrijding - Geraamd bedrag: € 29.800,00 (excl. BTW) of € 36.058,00 (21% BTWI) - Artikel 766/744-51 BGB - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 18.08.2015

De Raad wordt geïnformeerd.

1 annexe / 1 bijlage

IC - Remarque - Opmerking.docx

24.09.2015/A/0004 **Ordonnance visant à associer les Communes au développement économique de la**

Région de Bruxelles-Capitale - Avenant au contrat 2013-2015 - Ratification

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'Ordonnance du 19.07.2007 visant à associer les Communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la décision du Conseil communal du 19.12.2013 relative au contrat 2013-2015 entre la Commune de Berchem-Sainte-Agathe et la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'Ordonnance visant à associer les Communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 septembre 2015, libellée comme suit:

"Article 1: L'avenant au contrat 2013-2014 visant à promouvoir le développement économique local et régional qui s'énonce comme suit, est approuvé [...].

Article 2: La présente délibération sera soumise au Conseil communal pour ratification. "

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 septembre 2015 relative à l'Ordonnance visant à associer les Communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale - Dossier de candidature 2015, est ratifiée.

Article 2:

L'avenant au contrat 2013-2014 visant à promouvoir le développement économique local et régional qui s'énonce comme suit, est approuvé:

"ENTRE LES SOUSSIGNES:

- 1. **La Région de Bruxelles-Capitale**, représentée par son Gouvernement, poursuite et diligence de son Ministre-Président et de son Ministre des Finances, agissant en exécution de l'ordonnance du 19 juillet 2007 « visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale » et de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 « portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement »,*

dénommée ci-après "la Région",

de première part,

ET

- 2. **La commune de Berchem-Sainte-Agathe**, dont le siège est sis à 1082 Bruxelles – avenue du Roi Albert, 33, représentée par son bourgmestre et son secrétaire communal,*

dénommée ci-après "la commune"

de seconde part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1^{er} – OBJET

Le présent avenant est conclu en application de l'article 6 de l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il vise, dans le cadre de cette ordonnance, à préciser les droits et obligations des parties.

Article 2 - DUREE

Le présent contrat prend cours le jour de sa signature par toutes les parties. Il a pour objet de prolonger d'une année la durée du contrat conclu en 2013 prévue en son article 2 (2 ans). Le contrat prendra fin de plein droit à l'issue de cette année supplémentaire.

Article 3 – OBLIGATIONS A CHARGE DE LA COMMUNE

La commune crée sur son territoire un climat fiscal propice au développement de l'activité économique de la Région.

A cette fin, la commune:

1° supprime ses taxes sur les ordinateurs et sur la force motrice sur la période du contrat. Si la commune ne perçoit pas ces taxes, elle s'engage à ne pas les lever durant l'année du contrat

2° met en œuvre toutes les mesures utiles afin de concrétiser les initiatives visant la création d'un climat fiscal favorable sur le territoire de la commune;

Ces initiatives sont décrites dans l'annexe du présent avenant.

3° soumet au comité de suivi visé aux articles 7 à 9 de l'ordonnance l'augmentation de toute taxe existante qui pourrait avoir un impact sur le développement économique local;

4° renonce en 2015 à toute nouvelle taxe qui pourrait avoir un impact sur le développement économique local sauf, après approbation du Gouvernement sur base d'une demande étayée par la situation financière négative de la commune;

5° participe au groupe de travail chargé d'harmoniser la fiscalité locale qui se réunira à l'initiative de la Région.

6° s'engage à fournir les renseignements nécessaires au suivi des taxes présentées en annexe.

Article 4 – OBLIGATIONS A CHARGE DE LA RÉGION

En contrepartie de l'engagement de la commune de respecter les obligations visées à l'article 3, la Région lui alloue une subvention annuelle d'un montant de 318.180 Euros.

Cette subvention annuelle est liquidée en deux tranches, la première lors de la signature du présent contrat et la seconde au plus tard le 30 novembre 2015.

Article 5 – EVALUATION DE L'EXECUTION DU CONTRAT

Afin de déterminer si les parties respectent leurs obligations respectives, il est tenu compte:

1° des éléments pertinents qui ressortent des procès-verbaux du comité de suivi visé aux articles 7 à 9 de l'ordonnance;

2° s'il échet, des conclusions du rapport rédigé par le comité d'accompagnement visé aux articles 10 et 11 de l'ordonnance.

Article 6 – SANCTIONS

§1er. Si la commune viole les obligations prévues par le présent contrat, la Région la met en demeure de remédier au manquement constaté dans le délai qu'il fixe et qui peut être inférieur à un mois.

§2. Si la commune ne corrige pas le manquement reproché au terme du délai fixé par la Région, celle-ci peut exiger le remboursement de la subvention octroyée.

Article 7 – ELECTION DE DOMICILE – DELEGATION

§1er. Pour l'exécution du présent contrat, la Région fait élection de domicile au cabinet du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, sis à 1000 Bruxelles, rue Ducale, 7-9.

§2. La commune élit domicile à 1082 Bruxelles – avenue du Roi Albert, 33.

§3. La Région est libre de désigner une personne chargée de suivre la bonne exécution du présent contrat en tous ses aspects. Dans ce cas, elle notifie sans délai à la commune l'identité et les coordonnées complètes de son délégué.

Article 8 - TUTELLE

Le présent contrat ne porte pas préjudice à l'exercice de la tutelle par l'autorité régionale, en application de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

*

Fait à Bruxelles, le
en autant d'exemplaires originaux que de parties, chacune de celles-ci recevant le sien.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président,
Rudi VERVOORT

Le Ministre des Finances,
Guy VANHENGEL

Pour la commune,

Le Bourgmestre,
Joël RIGUELLE

Le Secrétaire communal
Philippe ROSSIGNOL“

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Ordonnantie ertoe strekkende de Gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Aanvulling van de overeenkomst 2013-2015 - Bekrachtiging

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;
Gezien de Ordonnantie d.d. 19.07.2007 ertoe strekkende de Gemeenten te betrekken

bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gezien de beslissing van de Gemeenteraad d.d. 19.12.2013 betreffende de
overeenkomst 2013-2015 tussen de Gemeente Sint-Agatha-Berchem en het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de Ordonnantie ertoe strekkende de Gemeenten
te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gezien de financiële situatie van de Gemeente;
Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 september
2015, die als volgt luidt:

*" Artikel 1: De aanvulling van de overeenkomst 2013-2014 ter bevordering van de
economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak, die als volgt luidt, wordt
goedgekeurd [...].*

*Artikel 2: Deze beraadslaging zal aan de Gemeenteraad voorgelegd worden ter
bekrachtiging. "*

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 september 2015
betreffende de Ordonnantie ertoe strekkende de Gemeenten te betrekken bij de
economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Aanvraagdossier
2015, wordt bekrachtigd.

Artikel 2:

De aanvulling van de overeenkomst 2013-2014 ter bevordering van de economische
ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak, die als volgt luidt, wordt goedgekeurd:

"TUSSEN DE ONDERGETEKENDEN:

1. ***Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, ten
verzoeken van zijn Minister-President en van zijn Minister van Financiën,
handelend in uitvoering van de ordonnantie van 19 juli 2007 « ertoe
strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het
Brussels Hoofdstedelijk Gewest » en van het Besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 « tot regeling van haar werkwijze
en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering »,***

hierna genoemd "het Gewest",

enerzijds,

EN

2. ***De gemeente Sint-Agatha-Berchem, met zetel gevestigd, Koning Albertlaan, 33
te 1082 Brussel, vertegenwoordigd door haar burgemeester en haar
gemeentesecretaris,***

hierna genoemd "de gemeente"

anderzijds,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 – VOORWERP

Deze overeenkomst wordt afgesloten in toepassing van artikel 6 van de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Zij heeft tot doel om in het kader van deze ordonnantie de rechten en verplichtingen van de partijen te verduidelijken.

Artikel 2 - DUUR

Deze aanvulling van de overeenkomst neemt een aanvang op de dag van de ondertekening ervan door alle partijen.

Zij heeft ten doel de duur van de overeenkomst afgesloten in 2013 zoals voorzien in artikel 2 (2 jaar) te verlengen met een jaar. Aan het eind van dit bijkomende jaar loopt de overeenkomst van rechtswege af.

Artikel 3 – VERPLICHTINGEN TEN LASTE VAN DE GEMEENTE

De gemeente brengt op haar grondgebied een fiscaal klimaat tot stand dat gunstig is voor de ontwikkeling van de economische bedrijvigheid in het Gewest.

Daartoe:

1° schaft de gemeente haar belasting op computers en op de drijfkracht af voor de looptijd van de overeenkomst. Door deze belastingen niet te innen, verbindt de gemeente zich ertoe deze niet te heffen gedurende het jaar van de overeenkomst.

2° treft zij alle nodige maatregelen om concreet uitvoering te geven aan de initiatieven die erop gericht zijn op het grondgebied van de gemeente een gunstig fiscaal klimaat tot stand te brengen;

Deze initiatieven worden beschreven in de bijlage bij deze aanvulling van de overeenkomst.

3° legt zij de invoering van de verhoging van bestaande belastingen die een weerslag zou kunnen hebben op de plaatselijke economische ontwikkeling, voor aan het in de artikelen 7 tot 9 van de ordonnantie bedoelde opvolgingscomité;

4° ziet in 2015 af van elke nieuwe belasting die een weerslag zou kunnen hebben op de plaatselijke economische ontwikkeling, behalve na goedkeuring van de Regering op grond van een verzoek dat met de negatieve financiële situatie van de gemeente is onderbouwd;

5° neemt zij deel aan de werkgroep die moet instaan voor het eenvormig maken van de plaatselijke belastingen en die vergadert op initiatief van het Gewest;

6° verbindt zij zich ertoe de informatie te leveren die nodig is voor de opvolging van de belastingen die zijn opgenomen in de bijlage.

Artikel 4 – VERPLICHTINGEN TEN LASTE VAN HET GEWEST

In ruil voor de verbintenis van de gemeente om de in artikel 3 bedoelde verplichtingen na te komen, kent het Gewest haar een jaarlijkse toelage toe ten bedrage van 318.180 euro.

Deze jaarlijkse toelage wordt in twee schijven uitbetaald : het eerste deel bij de ondertekening van deze overeenkomst en het tweede deel ten laatste op 30 november 2015.

Artikel 5 – EVALUATIE VAN DE UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST

Om uit te maken of de partijen hun respectievelijke verplichtingen nakomen, wordt rekening gehouden:

1° met de relevante elementen die blijken uit de notulen van het in de artikelen 7 tot 9 van de ordonnantie bedoelde opvolgingscomité;

2° desgevallend met de conclusies van het verslag dat wordt opgesteld door het in de artikelen 10 en 11 van de ordonnantie bedoelde begeleidingscomité.

Artikel 6 – SANCTIES

§1. Wanneer de gemeente de in deze overeenkomst vastgelegde verplichtingen schendt, maant het Gewest haar aan de vastgestelde tekortkoming te verhelpen binnen de termijn die het Gewest bepaalt en die minder dan een maand kan bedragen.

§2. Wanneer de gemeente de aangewreven tekortkoming niet hersteld heeft binnen de door het Gewest vastgestelde termijn, kan laatstgenoemde de terugbetaling eisen van de toelage die werden toegekend.

Artikel 7 – WOONSTKEUZE - AFVAARDIGING

§1. Het Gewest maakt voor de uitvoering van deze overeenkomst woonstkeuze op het kabinet van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gelegen te 1000 Brussel, Hertogstraat 7 – 9.

§2. De gemeente maakt woonstkeuze te Koning Albertlaan, 33 te 1082 Brussel.

§3. Het Gewest is vrij om een persoon aan te stellen die moet instaan voor de opvolging van de goede uitvoering van alle onderdelen van deze overeenkomst. In dat geval maakt het onverwijld de identiteit en de volledige contactgegevens van zijn afgevaardigde bekend aan de gemeente.

Artikel 8 - TOEZICHT

Deze overeenkomst doet geen afbreuk aan de uitoefening van het toezicht door de gewestelijke overheid, in toepassing van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

*

Gedaan te Brussel, op
in evenveel originele exemplaren als er partijen zijn, waarbij elkeen het zijne ontvangt.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

De Minister-President,
Rudi VERVOORT

De Minister van Financiën,
Guy VANHENGEL

Voor de gemeente,

De Burgemeester,
Joël RIGUELLE

De Gemeentesecretaris,
Philippe ROSSIGNOL

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2015 - Dévelop éco FR CC.pdf, 2015 - Dévelop éco NL CC.pdf

24.09.2015/A/0005 **Fabrique d'Eglise Sainte-Agathe - Compte exercice 2013**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes;
Vu le compte 2013 de la Fabrique d'Eglise de la paroisse Sainte-Agathe, arrêté par le Conseil de la Fabrique d'Eglise en séance du 17 juin 2015;
Considérant que ce compte, qui présente les résultats ci-après, n'a donné lieu à aucune observation;

Recettes : € 40.717,94
Dépenses : € 39.794,34
Résultat : € 923,60

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

Un avis favorable au compte de l'exercice 2013 de la Fabrique d'Eglise Sainte-Agathe est émis.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 21 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Luc Demullier, Katia Van den Broucke, Nicolas Stassen.

Kerkfabriek Sint-Agatha - Rekening dienstjaar 2013

DE RAAD,

Gelet op de wet 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de rekening 2013 van de Kerkfabriek van de parochie Sint-Agatha, afgesloten door de Raad van de Kerkfabriek in zitting van 17 juni 2015;

Overwegende dat deze rekening, waarvan het overzicht hierna volgt, geen aanleiding heeft gegeven tot opmerkingen;

Ontvangsten : € 40.717,94
Uitgaven : € 39.794,34
Resultaat : € 923,60

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:

De rekening voor het dienstjaar 2013 van de Kerkfabriek Sint-Agatha wordt gunstig geadviseerd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 21 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Luc Demullier, Katia Van den Broucke, Nicolas Stassen.

1 annexe / 1 bijlage

Fabrique Eglise Ste Agathe - Compte 2013.pdf

triennale d'investissement - Inscription du projet n° 7

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117;

Vu la délibération du Conseil communal du 22.05.2014 décidant notamment d'approuver le programme triennal d'investissement pour les années 2013-2015;

Vu la délibération du Conseil communal du 30.04.2015 décidant notamment d'approuver la modification du programme triennal d'investissement pour les années 2013-2015;

Vu la délibération du Conseil communal du 18.06.2015 décidant notamment d'approuver la modification du programme triennal d'investissement pour les années 2013-2015;

Attendu que le projet n° 3 « Rue de l'Allée Verte, le long de l'ancien cimetière (pavage porphyre) – Réaménagement de la voirie » estimé à € 210.000,00 TVAC requiert un permis d'urbanisme;

Attendu que l'avis préalable de Bruxelles Mobilité comporte une réserve liée au permis d'urbanisme et que ce permis risque de ne pas être obtenu dans le délai imparti pour bénéficier du subside escompté;

Considérant qu'il y a lieu de proposer un autre projet subsidiable dans le délai imparti;

Vu le projet « Rues Openveld et des Combattants (entre la Chaussée de Gand et la Place Oscar Ruelens) – Rénovation de la chaussée » estimé à € 490.000,00 TVAC;

Considérant qu'il est possible d'obtenir un subside pour ce projet à hauteur de 50%;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'inscrire ce projet dans la Dotation Triennale d'Investissement (projet n° 7);

Considérant dès lors qu'il y a lieu de modifier le programme triennal d'investissement pour les années 2013-2015 en inscrivant le projet n° 7;

Vu l'article 4 alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides, demandant un engagement sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation des biens pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'Autorité Subsidante;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Après en avoir délibéré;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

Le programme triennal d'investissement, établi par le Département des Travaux Publics, pour les années 2013-2015 est modifié comme suit:

DOTATION D'INVESTISSEMENT			
N °	PROJET DENOMINATION	DEPENSE TOTALE (TVAC)	SUBSIDE DEMANDE (TVAC)
1	Rue de la Serre Rue du Jardinage Rénovation des trottoirs	€ 363.000,00	€ 181.500,00
	Drève des Maricolles (entre rue de		

2	Grand-Bigard et rue Auguste Denie/rue du Wilder Rue du Wilder (entre drève des Maricolles et rue Emile Van Overstraeten)	€ 191.000,00	€ 95.500,00
3	Rue de l'Allée Verte, le long de l'ancien cimetière (pavage porphyre) Réaménagement de la voirie	€ 210.000,00	€ 105.000,00
7	Rues Openveld et Combattants (entre la chaussée de Gand et la place Oscar Ruelens) Rénovation de la chaussée	€ 490.000,00	€ 245.000,00
Sous total (TVAC)		€ 1.254.000,00	€ 627.000,00
DOTATION DE DEVELOPPEMENT – URE			
N°	PROJET DENOMINATION	DEPENSE TOTALE (TVAC)	SUBSIDE DEMANDE (TVAC)
4	Rue des Chats – Aménagement d'une crèche	€ 1.452.000,00	€ 278.482,00
5	Roi Albert 33 – Isolation de la façade et rénovation des châssis du bâtiment polyvalent du site administratif	€ 230.000,00	€ 150.000,00
6	Roi Albert 21 – Reconstruction de la toiture du hangar – Phase 1	€ 210.000,00	€ 150.000,00
NOUVEAU TOTAL TVAC		€ 3.146.000,00	€ 1.205.482,00

Article 2:

Le principe de l'engagement sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation des biens pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'Autorité Subsidiante, et ce, pour le plan triennal 2013-2015, est approuvé.

Article 3:

La présente délibération ainsi que ses annexes seront transmises à Bruxelles Pouvoirs Locaux – Direction des Investissement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Driejarig investeringsprogramma voor de jaren 2013-2015 - Driejarige investeringsdotatie - Inschrijving van het project nr. 7

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22.05.2014 beslissende namelijk het driejarig investeringsprogramma voor de jaren 2013-2015 goed te keuren;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30.04.2015 beslissende namelijk de wijziging van het driejarig investeringsprogramma voor de jaren 2013-2015 goed te keuren;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18.06.2015 beslissende namelijk de wijziging van het driejarig investeringsprogramma voor de jaren 2013-2015 goed te keuren;

Gezien dat voor het project nr. 3 « Groendreefstraat, langsheen het oud kerkhof (porfierstenen) - Heraanleg van de wegenis », geraamd op € 210.000,00 BTWI, een stedenbouwkundige vergunning nodig is;

Gezien dat het voorafgaand advies van Brussel Mobiliteit een voorbehoud inhoud dat gebonden is aan de stedenbouwkundige vergunning en dat er een risico is om deze vergunning niet tijdig te bekomen om de verwachte subsidie te genieten;

Overwegende dan dat er een nieuw subsidieerbaar project dient tijdig voorgesteld te worden;

Gezien het project « Openveldstraat en Strijdersstraat (tussen de Gentssteenweg en het Oscar Ruelensplein) – Renovatie van de wegenis » geraamd op € 490.000,00 BTWI;

Overwegende dat het mogelijk is om een subsidie te verkrijgen ter hoogte van 50% voor dit project;

Overwegende dan dat dit project moet ingeschreven worden in de Driejarige Investeringsdotatie (project nr. 7);

Overwegende dan dat het driejarig investeringsprogramma voor de jaren 2013-2015 dient gewijzigd te worden door het project nr. 7 in te schrijven;

Gelet op artikel 4 alinea 5, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor de aanvragen om subsidie, vragende een verbintenis op eer om de goederen niet te vervreemden of om de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar, te dateren vanaf de toekenning van de toelagen, zonder voorafgaandelijk de Subsidiërende Overheid te verwittigen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Na beraadslaging;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:

Het driejarig investeringsprogramma voor de jaren 2013-2015, opgesteld door het Departement Openbare Werken, is als volgt gewijzigd:

INVESTERINGSDOTATIE			
Nr	Benaming ontwerp	Totale uitgave (BTW inbegrepen)	Subsidie aanvraag (BTW inbegrepen)
1	Serrestraat Tuinbouwstraat Renovatie van de voetpaden	€ 363.000,00	€ 181.500,00
2	Maricollendreef (tussen de Groot-Bijgaarden- straat en Auguste Deniestraat/ Wilderstraat) Wilderstraat (tussen Maricollendreef en Emile Van Overstraetenstraat)	€ 191.000,00	€ 95.500,00

3	Groendreefstraat, langsheen het oud kerkhof (porfierstenen) Heraanleg van de wegenis	€ 210.000,00	€ 105.000,00
7	Openveldstraat en Strijdersstraat (tussen de Gentseseenweg en Oscar Ruelensplein) Renovatie van de wegenis	€ 490.000,00	€ 245.000,00
Subtotaal (BTWI)		€ 1.254.000,00	€ 627.000,00
ONTWIKKELINGSDOTATIE - REG			
Nr	Benaming ontwerp	Totale uitgave (BTW inbegrepen)	Subsidie aanvraag (BTW inbegrepen)
4	Kattestraat – Inrichting van een kinderkribbe	€ 1.452.000,00	€ 278.482,00
5	Koning Albertlaan 33 - Isolatie van de gevel en renovatie van de ramen van het polyvalent gebouw van de administratieve site	€ 230.000,00	€ 150.000,00
6	Koning Albertlaan 21 - Reconstructie van het dak van de loods – Fase 1	€ 210.000,00	€ 150.000,00
NIEUW TOTAAL		€ 3.146.000,00	€ 1.205.482,00

Artikel 2:

Het principe om de verbintenis op eer aan te gaan om de goederen niet te vervreemden of om de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar te dateren vanaf de toekenning van de toelage, zonder voorafgaandelijk de Subsidiërende Overheid te verwittigen, en dat, voor het driejarig plan 2013-2015, is goedgekeurd.

Artikel 3:

Onderhavige beraadslaging evenals haar bijlagen worden overgemaakt aan Brussel Plaatselijke Besturen – Directie van Investerings.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0007 **Travaux d'entretien, de rafraîchissements et de modifications des bâtiments - Programme 2015-2016 - Montant estimé: € 106.845,00 (HTVA) ou € 129.282,45 (21% TVAC) - Approbation des conditions et du mode de passation**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil communal et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux,

de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment les articles 3, 2° (marché public de travaux) et 26, § 2, 1°, d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de € 600.000,00);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2, § 1, 3°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2;

Considérant la nécessité d'assurer dans les bâtiments communaux les travaux d'entretien, de rafraîchissements et de modifications ne pouvant pas être assumés par le personnel communal;

Vu le cahier spécial des charges N° TP 2015/18 relatif au marché "Travaux d'entretien, de rafraîchissements et de modifications des bâtiments – Programme 2015/2016", établi par le Département des Travaux Publics;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 106.845,00 (HTVA) ou € 129.282,45 (21% TVAC);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de travaux dont elle aura besoin;

Considérant que la dépense pour ce marché est inscrite au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 137/724-60 et sera financée par emprunt;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

Le cahier spécial des charges N° TP 2015/18 et le montant estimé du marché "Travaux d'entretien, de rafraîchissements et de modifications des bâtiments – Programme 2015/2016", établis par le Département des Travaux Publics sont approuvés. Le montant estimé s'élève à € 106.845,00 (HTVA) ou € 129.282,45 (21% TVAC).

Article 2:

La procédure négociée directe avec publicité est choisie comme mode de passation du marché.

Article 3:

Le formulaire standard de publication au niveau national sera complété et envoyé par le Département des Travaux Publics en date du 25 septembre 2015 et l'ouverture des offres est fixée au 20 octobre 2015 à 14h00.

Article 4:

La dépense pour ce marché est inscrite au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 137/724-60 et sera financée par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Onderhouds-, opfrissings- en aanpassingswerken aan gebouwen - Programma 2015-2016 - Geraamd bedrag: € 106.845,00 (excl. BTW) of € 129.282,45 (21% BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid de artikels 3, 2° (overheidsopdracht voor werken) en 26, § 2, 1°, d (limiet van € 600.000,00 excl. BTW niet overschreden);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2, § 1, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Overwegende dat het nodig is om in de gemeentelijke gebouwen het onderhoud, de opfrissings- en aanpassingswerken, die niet door het gemeentepersoneel kunnen uitgevoerd worden, te verzekeren;

Gelet op het bijzonder bestek nr. OW 2015/18 in het kader van de opdracht "Onderhouds-, opfrissings- en aanpassingswerken aan de gebouwen – Programma 2015/2016", opgesteld door het Departement Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 106.845,00 (excl. BTW) of € 129.282,45 (21% BTWI);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat het bestuur bij het opstellen van de lastvoorwaarden voor deze opdracht niet beschikte over de exact benodigde hoeveelheden;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht ingeschreven is in de begroting van het dienstjaar 2015, op artikel 137/724-60 van de buitengewone dienst en dat de financiering gebeurt met lening;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:

Het bijzonder bestek met nr. OW 2015/18 en de raming voor de opdracht "Onderhouds-, opfrissings- en aanpassingswerken aan de gebouwen – Programma 2015/2016", opgesteld door het Departement Openbare Werken wordt goedgekeurd. De raming bedraagt € 106.845,00 (excl. BTW) of € 129.282,45 (21% BTWI).

Artikel 2:

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking is gekozen als gunningswijze.

Artikel 3:

Het standaard publicatieformulier op nationaal niveau wordt ingevuld en bekendgemaakt door het Departement Openbare Werken op datum van 25 september 2015 en de opening van de offertes is vastgesteld op 20 oktober 2015 om 14u00.

Artikel 4:

De uitgave voor deze opdracht is ingeschreven in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015, op artikel 137/724-60 en zal gefinancierd worden door lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

CSC.pdf, Raming.pdf, Bestek.pdf, Avis de marché.pdf, Estimation.pdf

24.09.2015/A/0008 **Aménagement des trottoirs des rues du Jardinage et de la Serre - Montant estimé: € 367.815,72 (HTVA) ou € 445.057,02 (21% TVAC) - Approbation des conditions et du mode de passation**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil communal et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment les articles 3, 2° (marché public de travaux) et 26, § 2, 1°, d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de € 600.000,00);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2, § 1^{er}, 3°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2;

Vu l'article 6, § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Considérant le souhait de la Commune de procéder à la rénovation des trottoirs sur les rues du Jardinage et de la Serre;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 juillet 2014 relative à l'attribution du marché "Etude pour l'aménagement des rues du Jardinage et de la Serre" à un auteur de projet;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 mai 2015 approuvant l'avant-projet de ce marché;

Vu le cahier spécial des charges N° TP 2015/14 relatif au marché "Aménagement des trottoirs des rues du Jardinage et de la Serre", établi par l'auteur de projet;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 367.815,72 (HTVA) ou € 445.057,02 (21% TVAC);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité;

Considérant que la Commune sollicite auprès de « Bruxelles Pouvoirs Locaux -

Direction des Investissements » un subside pour ces travaux;

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 notamment:

« Article 22 § 3: le demandeur s'engage à assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié. A cette fin, il dresse un programme d'entretien spécifique au projet portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage, indiquant les prévisions financières pour chaque exercice budgétaire; »

Vu le programme d'entretien portant sur cinq ans établi par le Département des Travaux Publics en date du 24 août 2015;

Vu l'article 4 alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides, demandant un engagement sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation des biens pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'Autorité Subsidiante;

Vu les crédits inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2015 et lors de la modification budgétaire n° 2, article 421/731-60 financement par emprunt, par fonds de réserve pour dépenses extraordinaires et par subsides;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

Le cahier spécial des charges N° TP 2015/14 et le montant estimé du marché "Aménagement des trottoirs des rues du Jardinage et de la Serre", établis par l'auteur de projet, sont approuvés. Le montant estimé s'élève à € 367.815,72 (HTVA) ou € 445.057,02 (21% TVAC).

Article 2:

La procédure négociée directe avec publicité est choisie comme mode de passation du marché.

Article 3:

La demande de subsides auprès de "Bruxelles Pouvoirs Locaux - Direction des Investissements" est approuvée.

Article 4:

Le formulaire standard de publication au niveau national sera complété et envoyé par le Département des Travaux Publics dès l'accord de l'autorité subsidiante.

Article 5:

Le programme d'entretien sur cinq ans, établi par le Département des Travaux Publics en date du 24 août 2015, pour l'aménagement des trottoirs des rues du Jardinage et de la Serre, est approuvé.

Article 6:

Le principe de l'engagement sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation des biens pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'Autorité Subsidiante, et ce, pour le présent projet est approuvé.

Article 7:

La dépense est inscrite au budget extraordinaire de l'exercice 2015 et lors de la modification budgétaire n° 2, article 421/731-60 et sera financée par emprunt et par subsides.

Article 8:

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et l'autorité subsidiante.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Aanleg van voetpaden van de Tuinbouwstraat en de Serrestraat - Geraamd bedrag: € 367.815,72 (excl. BTW) of € 445.057,02 (21% BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid de artikels 3, 2° (overheidsopdracht voor werken) en 26, § 2, 1°, d (limiet van € 600.000,00 excl. BTW niet overschreden);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2, § 1, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Gelet op artikel 6, § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Overwegende de wens van de Gemeente om over te gaan tot de aanleg van voetpaden van de Tuinbouwstraat en de Serrestraat;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 juli 2014 betreffende de gunning van de opdracht "Studie voor aanleg van de Tuinbouwstraat en de Serrestraat" aan een ontwerper;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 mei 2015 betreffende de goedkeuring van het voorontwerp voor deze opdracht;

Gelet op het bijzonder bestek nr. OW 2015/14 in het kader van de opdracht "Aanleg van voetpaden van de Tuinbouwstraat en de Serrestraat", opgesteld door de ontwerper;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 367.815,72 (excl. BTW) of € 445.057,02 (21% BTWI);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat de Gemeente een subsidie zal aanvragen bij "Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Investerings";

Gelet op artikel 4 alinea 5, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor de aanvragen om subsidie, vragende een verbintenis op eer om de goederen niet te vervreemden of om de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar, te dateren vanaf de toekenning van de toelagen, zonder voorafgaandelijk de Subsidiërende Overheid te verwittigen;

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998, namelijk:

« Artikel 22 § 3: de aanvrager verbindt zich ertoe in te staan voor het onderhoud en het beheer van het gesubsidieerd goed. Hiertoe stelt hij een onderhoudsprogramma op specifiek voor het project dat strekt over de vijf jaren die volgen op de definitieve oplevering van het werk, met vermelding van de financiële vooruitzichten voor elk begrotingsjaar.»

Gelet op het onderhoudsprogramma over vijf jaren, opgesteld door de dienst Openbare Werken dd. 24 augustus 2015;

Gelet op de kredieten ingeschreven op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 en bij de begrotingswijziging nr. 2, op artikel 421/731-60, financiering met lening, reservefonds voor buitengewone uitgaven en subsidies;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:

Het bijzonder bestek met nr. OW 2015/14 en de raming voor de opdracht "Aanleg van voetpaden van de Tuinbouwstraat en de Serrestraat", opgesteld door de ontwerper, zijn goedgekeurd. De raming bedraagt € 367.815,72 (excl. BTW) of € 445.057,02 (21% BTWI).

Artikel 2:

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking is gekozen als gunningswijze.

Artikel 3:

De aanvraag van subsidies bij "Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Investerings" is goedgekeurd.

Artikel 4:

Het standaard publicatieformulier op nationaal niveau wordt ingevuld en bekendgemaakt door het Departement Openbare Werken, na akkoord van de subsidiërende overheid.

Artikel 5:

Het onderhoudsprogramma over vijf jaren, opgesteld door het Departement Openbare Werken dd. 24 augustus 2015, voor de aanleg van voetpaden van de Tuinbouwstraat en de Serrestraat, is goedgekeurd.

Artikel 6:

Het principe om de verbintenis op eer aan te gaan om de goederen niet te vervreemden of om de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar te dateren vanaf de toekenning van de toelage, zonder voorafgaandelijk de Subsidiërende Overheid te verwittigen, en dat, voor dit project is goedgekeurd.

Artikel 7:

De uitgave voor deze opdracht is ingeschreven in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 en bij de begrotingswijziging nr. 2, op artikel 421/731-60, en zal gefinancierd worden door lening en door subsidie.

Artikel 8:

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid en de subsidiërende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Programme d'entretien.pdf, CSC.pdf, Plans.pdf, Bestek.pdf, Avis de marché.pdf, Estimation.pdf

24.09.2015/A/0009 **Rues Openveld et des Combattants (entre la Chaussée de Gand et la Place Oscar Ruelens) - Rénovation de la chaussée - Montant estimé: € 405.385,50 (HTVA) ou € 490.516,46 (21 % TVAC) - Approbation des conditions et du mode de passation**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil communal et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment les articles 3, 2° (marché public de travaux) et 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de € 600.000,00);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2, § 1, 3°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2;

Vu l'article 6, § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Considérant l'état de dégradation de la chaussée des rues Openveld et des Combattants;

Considérant le souhait de la Commune d'améliorer la sécurisation de l'entrée de l'école entre les numéros 10 et 34 de la rue Openveld;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 décembre 2012 relative à l'attribution du marché "Rues Openveld et des Combattants (entre la Chaussée de Gand et la Place Oscar Ruelens) – Etude de la rénovation de la chaussée" à un auteur de projet;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 mai 2015 approuvant l'avant-projet de ces travaux;

Vu le cahier spécial des charges N° TP 2015/20 relatif au marché "Rues Openveld et des Combattants (entre la Chaussée de Gand et la Place Oscar Ruelens) - Rénovation de la chaussée", établi par l'auteur de projet;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 405.385,50 (HTVA) ou € 490.516,46 (21% TVAC);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité;

Considérant que la Commune sollicite auprès de « Bruxelles Pouvoirs Locaux - Direction des Investissements » un subside pour ces travaux;

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 notamment:

« Article 22 § 3: le demandeur s'engage à assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié. A cette fin, il dresse un programme d'entretien spécifique au projet portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage, indiquant les prévisions financières pour chaque exercice budgétaire; »

Vu le programme d'entretien portant sur cinq ans établi par le Département des Travaux Publics en date du 2 septembre 2015;

Vu l'article 4 alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides, demandant un engagement sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation des biens pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'Autorité Subsidiante;

Vu les crédits inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2015 et lors de la modification budgétaire n° 2, article 421/731-60 financement par emprunt, par fonds de réserve pour dépenses extraordinaires et par subsides;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

Le cahier spécial des charges N° TP 2015/20 et le montant estimé du marché "Rues Openveld et des Combattants (entre la Chaussée de Gand et la Place Oscar Ruelens) - Rénovation de la chaussée", établis par l'auteur de projet, sont approuvés. Le montant estimé s'élève à € 405.385,50 (HTVA) ou € 490.516,46 (21 % TVAC).

Article 2:

La procédure négociée directe avec publicité est choisie comme mode de passation du marché.

Article 3:

La demande de subsides auprès de "Bruxelles Pouvoirs Locaux - Direction des Investissements" est approuvée.

Article 4:

Le formulaire standard de publication au niveau national sera complété et envoyé par le Département des Travaux Publics dès l'accord de l'autorité subsidiante.

Article 5:

Le programme d'entretien sur cinq ans, établi par le Département des Travaux Publics en date du 2 septembre 2015, pour les rues Openveld et des Combattants (entre la Chaussée de Gand et la Place Oscar Ruelens) - Rénovation de la chaussée, est approuvé.

Article 6:

Le principe de l'engagement sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation des biens pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'Autorité Subsidiante, et ce, pour le présent projet est approuvé.

Article 7:

La dépense est inscrite au budget extraordinaire de l'exercice 2015 et lors de la modification budgétaire n° 2, article 421/731-60 et sera financée par emprunt et par subsides.

Article 8:

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et l'autorité subsidiante.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Openveldstraat en Strijdersstraat (tussen de Gentssteenweg en het Oscar Ruelensplein) - Renovatie van de wegenis - Geraamd bedrag: € 405.385,50 (excl. BTW) of € 490.516,46 (21 % BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid de artikels 3, 2° (overheidsopdracht voor werken) en 26, § 2, 1°, d (limiet van € 600.000,00 excl. BTW niet overschreden);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2, §1, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Gelet op artikel 6, § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Overwegende de beschadigde staat van de wegenis van de Openveldstraat en de Strijdersstraat;

Overwegende de wens van de Gemeente om de veiligheid aan de ingang van de school tussen de nummers 10 en 34 van de Openveldstraat te verbeteren;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 december 2012 betreffende de gunning van de opdracht "Openveldstraat en Strijdersstraat (tussen de Gentsesteeweg en het Oscar Ruelensplein) - Studie van de renovatie van de wegenis" aan een ontwerper;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 mei 2015 betreffende de goedkeuring van het voorontwerp van deze werken;

Gelet op het bijzonder bestek nr. OW 2015/20 in het kader van de opdracht "Openveldstraat en Strijdersstraat (tussen de Gentsesteeweg en het Oscar Ruelensplein) - Renovatie van de wegenis", opgesteld door de ontwerper;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 405.385,50 (excl. BTW) of € 490.516,46 (21% BTW);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat de Gemeente een subsidie zal aanvragen bij "Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Investerings";

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998, namelijk:

« Artikel 22 § 3: de aanvrager verbindt zich ertoe in te staan voor het onderhoud en het beheer van het gesubsidieerd goed. Hiertoe stelt hij een onderhoudsprogramma op specifiek voor het project dat strekt over de vijf jaren die volgen op de definitieve oplevering van het werk, met vermelding van de financiële vooruitzichten voor elk begrotingsjaar. »

Gelet op het onderhoudsprogramma over vijf jaren, opgesteld door het Departement

Openbare Werken dd. 2 september 2015;

Gelet op artikel 4 alinea 5, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor de aanvragen om subsidie, vragende een verbintenis op eer om de goederen niet te vervreemden of om de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar, te dateren vanaf de toekenning van de toelagen, zonder voorafgaandelijk de Subsidiërende Overheid te verwittigen;

Gelet op de kredieten ingeschreven op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 en bij de begrotingswijziging nr. 2, op artikel 421/731-60, financiering met lening, reservefonds voor buitengewone uitgaven en subsidies;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:

Het bijzonder bestek met nr. OW 2015/20 en de raming voor de opdracht "Openveldstraat en Strijdersstraat (tussen de Gentssteenweg en het Oscar Ruelensplein) - Renovatie van de wegenis", opgesteld door de ontwerper, zijn goedgekeurd. De raming bedraagt € 405.385,50 (excl. BTW) of € 490.516,46 (21% BTWI).

Artikel 2:

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking is gekozen als gunningswijze.

Artikel 3:

De aanvraag van subsidies bij "Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Investerings" is goedgekeurd.

Artikel 4:

Het standaard publicatieformulier op nationaal niveau wordt ingevuld en bekendgemaakt door het Departement Openbare Werken, na akkoord van de subsidiërende overheid.

Artikel 5:

Het onderhoudsprogramma over vijf jaren, opgesteld door het Departement Openbare Werken dd. 2 september 2015, voor de Openveldstraat en Strijdersstraat (tussen de Gentssteenweg en het Oscar Ruelensplein) - Renovatie van de wegenis, is goedgekeurd.

Artikel 6:

Het principe om de verbintenis op eer aan te gaan om de goederen niet te vervreemden of om de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar te dateren vanaf de toekenning van de toelage, zonder voorafgaandelijk de Subsidiërende Overheid te verwittigen, en dat, voor dit project is goedgekeurd.

Artikel 7:

De uitgave voor deze opdracht is ingeschreven in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015 en bij de begrotingswijziging nr.2, op artikel 421/731-60, en zal gefinancierd worden door lening en door subsidie.

Artikel 8:

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid en de subsidiërende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

Points TP non visibles dans BOS par M. Riguelle - 3 pts TP 15.09.2015.msg, CSC.pdf,

24.09.2015/A/0010 **Mobilité - Rue Joseph Genot et rue Auguste Van Zande - Voiries limitrophes avec la Commune de Molenbeek- Saint-Jean - Instauration d'une reconnaissance mutuelle des cartes de stationnement**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu le règlement relatif à la politique communale de stationnement en espace public, approuvé par le Conseil communal en séance du 19.12.2013;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière, approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 31.03.2015, instaurant une zone bleue dans les rues Joseph Genot et Auguste Van Zande;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a également instauré une zone bleue dans sa partie des rues Joseph Genot et Auguste Van Zande;

Considérant que les cartes de stationnement ne sont actuellement valables que sur le territoire de la Commune qui les délivre et que, dès lors, les riverains molenbeekoïses et berchemois des rues Joseph Genot et Auguste Van Zande ne peuvent se garer sans apposer le disque que sur la partie de la voirie où ils résident;

Considérant qu'il existe entre les Communes de Molenbeek-Saint-Jean et Berchem-Sainte-Agathe un intérêt réciproque de collaboration en matière de stationnement géré afin de permettre aux habitants des rues Joseph Genot et Auguste Van Zande de stationner sur la totalité de la voirie dans laquelle ils résident;

Considérant que ces voiries se situent à cheval sur les deux Communes et que les limites communales y sont irrégulières et peu visibles pour les automobilistes;

Considérant que cette collaboration aura un effet positif pour la population des deux Communes;

Vu ces motifs;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

Les cartes de stationnement « riverain », délivrées par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pour les rues Joseph Genot et Auguste Van Zande, sont reconnues par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe pour autant que les cartes de stationnement « riverain » délivrées par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe soient également reconnues par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2:

En contrepartie, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est invitée à adopter une décision similaire de manière à ce que les cartes de dérogation de stationnement délivrées par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe soient reconnues pour le stationnement dans la zone bleue des rues Joseph Genot et Auguste Van Zande, situées sur son territoire.

Article 3:

Les décisions énoncées aux articles 1 et 2 sont mutuelles et réciproques, par conséquent la mesure n'entrera en vigueur qu'après adoption des décisions prises à ce sujet par les deux Communes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Mobiliteit - Joseph Genotstraat en Auguste Van Zandestraat - Aangrenzende wegen met de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek - Instellen van een wederzijdse erkenning van de parkeerkaarten

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het reglement houdende het gemeentelijk beleid inzake parkeren in de openbare ruimte, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 19.12.2013;

Gezien het aanvullend reglement betreffende het wegverkeer, goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 31.03.2015, invoerende een blauwe zone in de Joseph Genotstraat en de Auguste Van Zandestraat;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek ook een blauwe zone in haar gedeelte van de Joseph Genotstraat en de Auguste Van Zandestraat heeft ingevoerd;

Overwegende dat de parkeerkaarten momenteel enkel geldig zijn op het grondgebied van de Gemeente die deze kaart aflevert en dat sindsdien de Molenbeekse en Berchemse bewoners van de Joseph Genotstraat en de Auguste Van Zandestraat zich enkel op het gedeelte van de straat waarin ze wonen kunnen parkeren en dit zonder hun schijf te plaatsen;

Overwegende dat er tussen de Gemeenten Sint-Jans-Molenbeek en Sint-Agatha-Berchem een gedeeld belang is om samen te werken voor wat betreft beheerd parkeren zodat de bewoners van de Joseph Genotstraat en de Auguste Van Zandestraat kunnen parkeren in de gehele straat waarin ze wonen;

Overwegende dat die straten gedeeltelijk op de twee Gemeenten liggen en dat de gemeentegrenzen vaak onregelmatig en weinig zichtbaar zijn voor de automobilisten;

Overwegende dat deze samenwerking een positief effect zal hebben voor de bevolking van de twee Gemeenten;

Gezien deze motieven;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:

De bewonerskaarten die afgeleverd worden in de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Joseph Genotstraat en de Auguste Van Zandestraat, worden erkend door Gemeente Sint-Agatha-Berchem voor zover dat de bewonerskaarten die afgeleverd worden in de Gemeente Sint-Agatha-Berchem, ook door Gemeente Sint-Jans-Molenbeek erkend worden.

Artikel 2:

In ruil daarvoor wordt er aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek gevraagd om een gelijksoortige beslissing te nemen zodat de parkeerkaarten, afgeleverd door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem, worden erkend voor het parkeren in de blauwe zone van de Joseph Genotstraat en Auguste Van Zandestraat gelegen op het haar grondgebied.

Artikel 3:

De beslissingen vermeld in artikels 1 en 2 zijn onderling en wederzijds. Bijgevolg zal deze maatregel pas in werking treden nadat deze beslissingen genomen worden door de twee Gemeenten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0011 **Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au recours introduit par le Collège des Bourgmestre et Echevins de Berchem-Sainte-Agathe pour le placement temporaire (2 ans) de modules préfabriqués accueillant les classes maternelles et primaires d'une école en travaux, Rue de Grand-Bigard de 502 à 568 - Introduction d'une requête en annulation auprès du Conseil d'Etat**

Ce point est retiré de l'ordre du jour.

Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het beroep ingediend door het College van Burgemeester en Schepenen van Sint-Agatha-Berchem voor het plaatsen van tijdelijke containerklassen (2 jaar) voor klassen van de kleuter- en lagere school in verbouwing, Groot-Bijgaardenstraat van 502 tot 568 - Indienen van een verzoek tot nietigverklaring bij de Raad van State

Dit punt wordt van de dagorde gehaald.

24.09.2015/A/0012 **ASBL Comité du Bal du Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe - Transfert de comptes**

LE CONSEIL,

Considérant que les fonds récoltés par le Bal du Bourgmestre ont pour vocation l'amélioration des conditions de vie des habitants de Berchem-Sainte-Agathe et des Communes partenaires de celle-ci;

Considérant que le principe du Bal du Bourgmestre est de reverser intégralement les recettes récoltées au bénéfice de deux projets à vocation sociale; Vu la fermeture du compte des Oeuvres sociales du Bourgmestre et le transfert de l'intégralité des fonds (€ 7.229,03) vers le compte Comité Bal Burgemeester en date du 21 octobre 2014;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 janvier 2015 approuvant le versement du soutien financier de € 5.000,00 aux projets soutenus par le Bal 2014; Attendu que l'état du compte Comité Bal Burgemeester 001-3080510-60 au 1er juin 2015 après récolte de l'entière des recettes et paiement de l'intégralité des factures du Bal 2014 est de € 4.193,00;

Vu la décision du Conseil communal du 26 mars 2015 approuvant les statuts et la création de l'asbl Comité du Bal du Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe;

Considérant qu'il y a lieu dès lors d'avoir un compte ouvert au nom de l'asbl;

Considérant cependant que le numéro de compte actuel est connu du grand public;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

Le Conseil communal prend acte de la clôture du compte Comité Bal Burgemeester BE73 0013 0805 1060 et le versement du solde sur le compte de la nouvelle l'asbl Comité du Bal du Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe, ayant pour référence BE56 0017 6200 4188.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

**VZW Ccomité van het Bal van de Burgemeester van Sint-Agatha-Berchem -
Overdracht van de rekeningen**

DE RAAD,

Gezien het feit dat de fondsen opgehaald door het Bal van de Burgemeester bedoeld zijn om de levensomstandigheden van de inwoners van Sint-Agatha-Berchem en de gemeenschappelijke partners van deze te verbeteren;
Gezien het principe van het Bal van de Burgemeester het integraal doorstorten inhoudt van de verzamelde inkomsten aan de twee sociale projecten;
Gezien de sluiting van de rekening van de Sociale Werken van de Burgemeester en de overdracht van alle fondsen (€ 7.229,03) naar de rekening van het Comité van het Bal van de Burgemeester op 21 oktober 2014;
Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 januari 2015 houdende de goedkeuring voor de storting van de financiële ondersteuning van € 5.000,00 aan de ondersteunde projecten door het Bal 2014;
Overwegende dat de rekening van het Comité van het Bal van de Burgemeester 001-3080510-60 op 1 juni 2015 na de ontvangst van de volledige omzet en de betaling van alle rekeningen van het Bal 2014 € 4.193,00 bedraagt;
Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 26 maart 2015 houdende de goedkeuring van de statuten en de oprichting van de vzw Comité van het Bal van de Burgemeester van Sint-Agatha-Berchem;
Overwegende dat het daarom noodzakelijk is om een rekening op naam van de vzw te hebben;
Gezien het feit echter dat het huidige rekeningnummer bekend is bij het publiek;

BESLUIT als volgt:

Artikel 1:

De Gemeenteraad neemt nota van de opheffing van de bankrekening van het comité Bal van de Burgemeester BE73 0013 0805 1060 en de storting van het saldo op het nieuwe rekeningnummer BE56 0017 6200 4188 van de VZW Comité van het Bal van de Burgemeester van Sint-Agatha-Berchem.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

24.09.2015/A/0013 **Répartition en 2015 des subsides aux associations berchemoises reconnues -
Reconnaissance d'associations - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117§1 et 120;
Vu le règlement communal pour la reconnaissance et l'attribution de subsides adopté par le Conseil communal du 25.09.2014;
Vu la désignation par le Conseil communal du 30.04.2015 d'un observateur par groupe représenté au Conseil communal qui n'a pas de délégué membre de la Commission;
Considérant les crédits pour l'octroi des subsides prévus au service ordinaire du budget communal 2015 aux articles 762/332-02, 76103/332-02 et 764/332-02;

Attendu les formulaires de demande de subsides transmis par les associations reconnues pour leurs activités 2014 qui donnent les répartitions ci-jointes;
Vu l'avis de la Commission du Conseil communal pour les subsides communaux et la reconnaissance d'associations du 10 septembre 2015 concernant la répartition des subsides, la suspension et la reconnaissance d'associations;
Considérant que trois associations de jeunes reçoivent moins de subsides en 2015 suite à la diminution du nombre de membres berchemois: « 51° UNITE SCOUTS » (24 au lieu de 26), « 73° FCS » (109 au lieu de 124), « CHIROJONGENS KORAAAL » (27 au lieu de 32);
Considérant la modification en 2014 de la répartition des subsides aux associations sportives attribuant un coefficient 4 aux membres berchemois de moins de 18 ans, un coefficient 3 aux membres berchemois de plus de 18 ans, un coefficient 2 aux membres non-berchemois de moins de 18 ans et un coefficient 1 aux membres non-berchemois de plus de 18 ans;
Considérant que la diminution du subside de "PING PONG VRIENDEN" est liée à la diminution du nombre de berchemois de moins de 18 ans (-5) et une diminution des autres catégories de membres;
Considérant que, à l'inverse, l'augmentation du subside de "BERCHEM BASKETBALL CLUB" est liée à l'augmentation du nombre de membres dans chaque catégorie;
Considérant que la diminution générale du subside attribué à chaque association culturelle est due à l'augmentation du nombre d'associations ayant rentré un formulaire de subside/ayant droit aux subsides (+6 associations) et à l'augmentation consécutive du nombre de membres, d'activités et de périodiques;
Considérant que les associations culturelles "ARA", "ARC", "Cercle Philatélique", "Geschied- en Heemkundige Kring", "Ligue des Familles" et "WEBAS" subissent particulièrement une baisse du subside;
Vu que 70% du montant inscrit au budget pour la subsidiation des associations culturelles est réparti selon les critères suivants:

- nombre de membres berchemois: 20%
- nombre de réunions du comité: 10%
- nombre d'activités réservées aux membres: 10%
- nombre d'activités grand public: 50%
- édition d'un périodique: 10%

Considérant que la diminution du subside des associations "ARA", "Cercle Philatélique" et "WEBAS" est due à une baisse dans chaque critère de subsidiation;
Considérant que la diminution du subside de l' "ARC" est due à une baisse du nombre de membres berchemois (-18);
Considérant que la diminution du subside de "Geschied- en Heemkundige Kring" est due à la diminution du nombre d'activités publiques (-3);
Attendu les nouvelles demandes de reconnaissance des associations sportives "QWAN KI DO-ECOLE LONG HO" et "CARLA DANCE COMPANY" et de l'association culturelle "BLED" qui respectent les critères de reconnaissance stipulés dans le règlement;
Considérant qu'il est dès lors proposé de reconnaître ces associations;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

Les subsides prévus au budget 2015 sont répartis comme suit et seront versés sur le compte bancaire des associations respectives:

Associations culturelles

Associations	Subsides 2015
Aînés du cdH	535,75
Aînés libéraux	352,44
Amicale anciens élèves Herlin	115,14
Amicale pensionnés socialistes	252,40
Amicale l'Hirondelle	188,91
ARA	419,67
ARC	303,44
Art Folk Jabadao	234,32
Berco	471,55
Brod'Rieuses (Les)	127,92
Bru-West/Bru-Ouest	417,24
Cercle philatélique	118,36
Fotoklub	338,41
Geschied-en Heemkundige Kring St-Achtenberg	198,76
Leefmilieu SAB	169,74
Ligue des Familles	345,29
Masereelfonds Brussel West	396,30
Meervoud	371,85
Memo	126,42
Mensen voor Mensen 50+	587,71
Mes-Tissages	294,45
Moussaillons	207,35
Okra Optimisten (de)	335,89
Pas d'Agathe (les)	230,44
Pictura	179,96
Pince	240,12
Sociale Vriendenbond	167,25
Teriya Mali	261,87
Vie Féminine	208,92
Webas	242,10
West In	508,19
West Uit	401,84
Total :	9.350,00

Associations sportives

Associations	Subsides 2015
ABCA-United Berchem	159,50
Actieve Vrouwen SAB(KAV)	275,37
Atletico Berchem	133,29
Bardot Boys	155,36
Berchem Basketball Club	876,79
Berchem Best	136,05
Brussels Fencing Club	275,37
Budo Club	647,80
Fontaine (New DQS)	170,53
Gym-Amitié	187,08
Hirondelle R.T.C.	752,64
Norwest Berchem	129,15
Ping Pong Vrienden	250,54
Snipers FC	173,29
VK Berchem	2.092,04
Volley Club Berchem	151,22
Wijmenier TC	434,00
Total :	7.000,00

Associations de jeunes

Associations	Subsides 2015
195e Castor Noir	1.933,02
51e GCB	705,83
73e FCS	2.751,15
Chiro Radium	1.114,90
Chirojongens Koraal	778,02
JH 't Vosske	417,08
Total :	7.700,00

Article 2:

L'association culturelle BLED et les associations sportives "QWAN KI DO" et "CARLA DANCE COMPANY" sont reconnues.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

**Verdeling in 2015 van de toelagen aan de erkende Berchemse verenigingen -
Erkenning van verenigingen - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 117§1 en 120;
Gelet op het gemeentelijk reglement voor de erkenning en de toekenning van toelagen, goedgekeurd door de Gemeenteraad van 25.09.2015;
Gelet op de aanduiding door de Gemeenteraad van 30.04.2015 van een waarnemer per fractie vertegenwoordigd in de Gemeenteraad die geen afgevaardigd lid in de Commissie heeft;
Overwegende dat de kredieten voor de toekenning van de toelagen voorzien zijn op de gewone dienst van de gemeentelijke begroting 2015 op de artikelen 762/332-02, 76103/332-02 en 764/332-02;
Gelet op de aanvraagformulieren voor toelagen, overgemaakt door de erkende verenigingen, voor hun activiteiten in 2014, die de verdelingen in bijlage opleveren;
Gezien het advies van de Commissie van de Gemeenteraad voor de gemeentelijke toelagen en de erkenning van verenigingen van 10 september 2015 betreffende de toekenning van toelagen, de schorsing en de erkenning van verenigingen;
Overwegende dat drie jeugdverenigingen minder toelagen ontvangen in 2015 als gevolg van de vermindering van het aantal Berchemse leden: "51° UNITE SCOUTS" (24 in plaats van 26), "73° FCS" (109 in plaats van 124), "CHIROJONGENS KORAAAL" (27 in plaats van 32);
Overwegende de wijziging in 2014 van de verdeling van toelagen aan sportverenigingen door een coëfficiënt van 4 toe te kennen aan Berchemse leden jonger dan 18 jaar, een coëfficiënt 3 aan Berchemse leden ouder dan 18 jaar, een coëfficiënt 2 aan niet-Berchemnaren jonger dan 18 jaar en een coëfficiënt 1 aan niet-Berchemse leden ouder dan 18 jaar;
Overwegende dat de vermindering van de toelage van "PING PONG VRIENDEN" te wijten is aan de vermindering van het aantal Berchemnaren jonger dan 18 jaar (-5) en aan vermindering van andere ledencategorieën;
Overwegende, omgekeerd, de verhoging van de toelage van "BERCHEM BASKETBALL CLUB" te wijten is de verhoging van het aantal leden in elke categorie;
Overwegende dat de algemene vermindering van toelage, toegekend aan elke culturele vereniging, te wijten is aan de verhoging van het aantal verenigingen die een formulier voor het bekomen van toelagen/rechthebbend op toelagen (+6 verenigingen) en aan de opeenvolgende verhoging van het aantal leden, activiteiten en periodieken;
Overwegende dat de culturele verenigingen "ARA", "ARC", "Cercle Philatélique", "Geschied- en Hemeenkundige Kring", "Ligue des Familles" en "WEBAS" meer bepaald een daling van toelage ondergaan;
Gezien 70% van het bedrag, ingeschreven op de begroting voor de betoelaging van culturele verenigingen, verdeeld wordt volgens de volgende criteria:

- aantal Berchemse leden: 20%
- aantal vergaderingen van het comité: 10%
- aantal activiteiten voorbehouden aan de leden: 10%
- aantal activiteiten voor het grote publiek: 50%
- uitgave een periodiek: 10%

Overwegende dat de vermindering van de toelage van de verenigingen "ARA", "Cercle Philatélique" en "WEBAS" te wijten is aan een daling in elk betoelagingscriterium;
Overwegende dat de vermindering van de toelage van "ARC" te wijten is aan een daling van het aantal Berchemse leden (-18);

Overwegende dat de vermindering van de toelage van “Geschied- en Heemkundige Kring” te wijten is aan de vermindering van het aantal openbare activiteiten (-3);
 Gelet op de nieuwe aanvragen tot erkenning van de sportverenigingen “QWAN KI DO-ECOLE LONG HO” en “CARLA DANCE COMPANY” en van de culturele vereniging “BLED” die voldoen aan de erkenningscriteria zoals gestipuleerd in het reglement;
 Overwegende dat er aldus voorgesteld wordt om deze verenigingen te erkennen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:

De toelagen voorzien op de begroting 2015 worden als volgt verdeeld en zullen op de bakrekening van de respectievelijke verenigingen gestort worden:

Culturele verenigingen

Verenigingen	Toelagen 2015
Aînés du cdH	535,75
Aînés libéraux	352,44
Amicale anciens élèves Herlin	115,14
Amicale pensionnés socialistes	252,40
Amicale l'Hirondelle	188,91
ARA	419,67
ARC	303,44
Art Folk Jabadao	234,32
Berco	471,55
Brod'Rieuses (Les)	127,92
Bru-West/Bru-Ouest	417,24
Cercle philatélique	118,36
Fotoklub	338,41
Geschied-en Heemkundige Kring St-Achtenberg	198,76
Leefmilieu SAB	169,74
Ligue des Familles	345,29
Masereelfonds Brussel West	396,30
Meervoud	371,85
Memo	126,42
Mensen voor Mensen 50+	587,71
Mes-Tissages	294,45
Moussailons	207,35
Okra Optimisten (de)	335,89
Pas d'Agathe (les)	230,44
Pictura	179,96
Pince	240,12

Sociale Vriendenbond	167,25
Teriya Mali	261,87
Vie Féminine	208,92
Webas	242,10
West In	508,19
West Uit	401,84
Totaal :	9.350,00

Sportverenigingen

Verenigingen	Toelaegen 2015
ABCA-United Berchem	159,50
Actieve Vrouwen SAB(KAV)	275,37
Atletico Berchem	133,29
Bardot Boys	155,36
Berchem Basketball Club	876,79
Berchem Best	136,05
Brussels Fencing Club	275,37
Budo Club	647,80
Fontaine (New DQS)	170,53
Gym-Amitié	187,08
Hirondelle R.T.C.	752,64
Norwest Berchem	129,15
Ping Pong Vrienden	250,54
Snipers FC	173,29
VK Berchem	2.092,04
Volley Club Berchem	151,22
Wijmenier TC	434,00
Totaal :	7.000,00

Jeugdverenigingen

Verenigingen	Toelagen 2015
195e Castor Noir	1.933,02
51e GCB	705,83
73e FCS	2.751,15
Chiro Radium	1.114,90
Chirojongens Koraal	778,02
JH 't Vosske	417,08
Totaal :	7.700,00

Artikel 2:

De culturele vereniging "BLED" en de sportverenigingen "QWAN KI DO" en "CARLA DANCE COMPANY" worden erkend.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

Répartition+subsides+sport-Verdeling+toelagen+sportverenigingen.pdf,

Répartition+subsides+associations+culturelles-

Verdeling+toelagen+culturele+verenigingen.pdf,

Nouv.+reconnaisances2015Nieuwe+erkenningen.pdf, CCSUBS2015-09-10.docx,

Répartition+subsides+associations+jeunes-

Verdeling+toelagen+jeugdverenigingen.pdf

24.09.2015/A/0014 **Attribution d'un subside de € 500,00 à Geschied- en Heemkundige Kring Sint-Achtenberg dans le cadre de l'exposition et la publication de "Maison HELMAN Céramique"**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117§1;

Vu le courrier du Geschied- en Heemkundige Kring "Sint-Achtenberg" du 18.06.2015 demandant l'octroi d'un subside de € 500,00 destiné à soutenir les frais d'impression du catalogue illustré concernant l'exposition "Maison HELMAN Céramique";

Attendu que les crédits nécessaires au soutien financier sont inscrits à l'article 76202/33201-02 du service ordinaire du budget communal de l'exercice 2015;

A l'initiative de l'Echevin de la Culture néerlandophone et sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

L'attribution d'un subside de € 500,00 au Geschied- en Heemkundige Kring "Sint-Achtenberg" pour l'exposition "Maison HELMAN Céramique", est approuvé.

Article 2:

La dépense dont question à l'article 1 sera financée au moyen des crédits inscrits à l'article 76202/33201-02 du service ordinaire du budget communal de l'exercice 2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Toekenning van een toelage van € 500,00 aan Geschied- en Heemkundige Kring Sint-Achtenberg in het kader van de tentoonstelling en de publicatie van "Maison HELMAN Céramique"

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 117§1;

Gezien de brief van de Geschied- en Heemkundige Kring "Sint-Achtenberg" van

18.06.2015 voor de toekenning van een toelage van € 500,00 voor het dragen van de

drukkosten van de geïllustreerde catalogus aangaande de tentoonstelling "Maison HELMAN Céramique";

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze financiële steun zijn ingeschreven op artikel 76202/33201-02 van de gewone dienst van de gemeentebegroting 2015; Op initiatief van de Schepen van Nederlandstalige Cultuur en op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:

De toekenning van een toelage van € 500,00 aan de Geschied- en Heemkundige Kring "Sint-Achtenberg" voor de tentoonstelling "Maison HELMAN Céramique", wordt goedgekeurd.

Artikel 2:

De uitgave waarvan sprake in artikel 1 zal gefinancierd worden door de kredieten ingeschreven op artikel 76202/33201-02 van de gewone dienst van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2015.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Aanvraag subsidie Geschie en Heemkundige Kring.pdf

24.09.2015/A/0015 **Attribution d'un subside de € 500,00 à BRU-WEST dans le cadre du "Kerst- en jaarwendeconcert 2015"**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117§1;

Vu le courrier de BRU-WEST du 31.08.2015 demandant l'octroi d'un subside pour l'organisation de leur traditionnel "Kerst- en jaarwendeconcert" en date du 20.12.2015;

Considérant que la Commune soutient depuis plusieurs années ce projet;

Attendu que les crédits nécessaires au soutien financier sont inscrits à l'article 76202/33201-02 du service ordinaire du budget communal de l'exercice 2015;

A l'initiative de l'Echevin de la Culture néerlandophone et sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

Article 1:

L'attribution d'un subside de € 500,00 à BRU-WEST pour le "Kerst- en nieuwjaarswende 2015" est approuvé.

Article 2:

La dépense dont question à l'article 1 sera financée au moyen des crédits inscrits à l'article 76202/33201-02 du service ordinaire du budget communal de l'exercice 2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Toekenning van een toelage van € 500,00 aan BRU-WEST in het kader van het Kerst- en jaarwendeconcert 2015

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 117§1;

Gezien de brief van BRU-WEST van 31.08.2015 voor de toekenning van een toelage van € 500,00 voor het Kerst- en jaarwendeconcert 2015 dat zal doorgaan op 20.12.2015;

Overwegende dat de Gemeente dit project al jaren steunt;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze financiële steun zijn ingeschreven op artikel 76202/33201-02 van de gewone dienst van de gemeentebegroting 2015;

Op initiatief van de Schepen van Nederlandstalige Cultuur en op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:

De toekenning van een toelage van € 500,00 aan BRU-WEST voor het Kerst- en jaarwendeconcert 2015 wordt goedgekeurd.

Artikel 2:

De uitgave waarvan sprake in artikel 1 zal gefinancierd worden door de kredieten ingeschreven op artikel 76202/33201-02 van de gewone dienst van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2015.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Aanvraag Bru-West kerst en nieuwjaarswende 2015.pdf

24.09.2015/A/0016 **Departement Opvoeding en Vrije Tijd - Gemeentelijke Basisschool - Aanpassingen schoolreglement basisonderwijs vanaf 1 september 2015**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 119;

Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;

Overwegende dat het huidig schoolreglement van de Gemeentelijke Basisschool goedgekeurd werd door de Gemeenteraad op datum van 8 juli 2014;

Gezien drie wijzigingen dienen opgenomen te worden betreffende de retributie voor de buitenschoolse opvang, de scherpe maximumfactuur en de afwezigheden van leerlingen in het basisonderwijs;

Overwegende dat de aanpassingen van het schoolreglement basisonderwijs besproken en goedgekeurd werden op de schoolraad van dinsdag 23 juni 2015;

Gelet op de bijlagen van deze beraadslaging waarin de wijzigingen worden weergegeven in het rood;

BESLUIT wat volgt:

Artikel 1:

Het bestaande schoolreglement basisonderwijs, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 8 juli 2014, wordt opgeheven.

Artikel 2:

Het in bijlage gevoegde schoolreglement wordt goedgekeurd en gaat in op 1 september 2015.

Artikel 3:

Het schoolreglement wordt bij elke inschrijving van een leerling en nadien bij elke wijziging ter beschikking gesteld (op papier of via elektronische drager) aan de ouders, die ondertekenen voor akkoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

SR infobr 2015-2016 NIEUW.pdf, bijdrageregeling sept 15.pdf, Verslag schoolraad 23 juni 2015_goedkeuring aanpassingen schoolreglement.pdf, vakantiedagen 15-16.pdf, voorblad KVS.pdf

**Département Education et Temps Libre - Ecole communale primaire
néerlandophone - Modifications au règlement scolaire pour l'enseignement primaire
à partir du 1er septembre 2015**

24.09.2015/A/0017 **Interpellation du 15.09.2015 de Monsieur Christian BOUCQ, Conseiller communal, concernant les bâtiments communaux et les locaux d'action "AMO" (Aide en Milieu Ouvert)**

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation de Monsieur Christian BOUCQ, Conseiller communal, concernant les bâtiments communaux et les locaux d'action "AMO" (Aide en Milieu Ouvert).

"Monsieur le Bourgmestre, madame et messieurs les échevin-e-s,

A l'occasion de rencontres avec des travailleurs sociaux je souhaiterais avoir des éclaircissements à propos de la gestion de bâtiments à l'abandon et singulièrement des risques de fermeture d'un service social associatif actuellement locataire de l'un de ces bâtiments.

Il semblerait que le bâtiment appartenant à la commune et situé en bout de la rue de l'église au bord de la place Schweitzer soit envahi par la mэрule.

Cela amènerait la commune à d'importants travaux d'assainissement avant d'effectuer sa démolition.

Par voie de conséquence et comme cela était prévisible et annoncé depuis longtemps, le bâtiment voisin, propriété communale également serait voué à la démolition également.

Cet immeuble abrite actuellement une association qui effectue un travail d'information et d'accompagnement de jeunes dans le cadre d'une convention spécifique.

Cette association, malgré de nombreuses demandes ne sait pas aujourd'hui où elle pourrait être relogée sur notre territoire.

Tenant compte du fait que des perspectives leurs sont offertes dans une autre commune, que cette association est la seule à effectuer un travail avec ce type de public jeunes,

- pouvez-vous nous dire ce qui est prévu pour éviter de perdre un tel partenaire sur notre territoire (en référence aux objectifs du plan d'action jeunesse)?

Dans la perspective plus large et conjointe du déplacement du service de prévention vers les locaux rénovés de la rue H Blauwet,

- pouvez-vous nous dire quelle affectation est envisagée pour locaux libérés dans le parc Saint-Moulin?

En termes de vigilance et d'entretien des bâtiments, pouvez-vous nous expliquer comment il se fait qu'un bâtiment appartenant à la commune soit resté dans un état d'abandon dont on pouvait supputer des dégâts qui engendreront aujourd'hui des frais importants?

Enfin, pour d'autres situations similaires, quel suivi est organisé pour d'autres bâtiments - tel que la maison inoccupée de la place de l'église, par exemple - pour éviter qu'ils se retrouvent également dans un état de délabrement aux conséquences de dangerosité et de dépenses lourdes?

En vous remerciant pour vos éclairages et vos réponses.

Christian BOUCQ, conseiller communal Ecolo-Groen"

Le Collège donne la réponse suivante:

"Concernant les immeubles des 12 et 14 Rue de l'Eglise, nous avons constaté peu avant les vacances d'été que ceux-ci sont effectivement envahis par la mэрule et devraient être démolis plus tôt que prévu. Le n° 14 étant occupé par l'Oranger et le Kiosque, ceux-ci devront effectivement quitter les locaux.

L'Oranger sera rencontré pour mener une réflexion avec eux dans la continuité justement de la Charte jeunesse et du plan d'action et évaluer leurs besoins et les solutions à imaginer ensemble.

Concernant le déplacement du service Prévention vers les locaux rénovés de la Rue Hubert Blauwet, les locaux libérés dans le parc Saint Moulin serviront pour des activités jeunesse. La réaffectation de ces locaux est actuellement en cours réflexion mais devrait permettre le maintien de certaines activités de remédiation et la création d'autres.

En termes de vigilance et d'entretien de ces bâtiments, les immeubles portant les n° 16/18 et 20 qui appartenaient à la Commune ont été démolis au début des années 90. Le n° 14 aurait dû être démolit de longue date, mais comme il était encore occupé et que le bâtiment voisin n'appartenait pas à la Commune, cette démolition a été reportée dans l'attente de l'achat du n° 12.

Ce bien est devenu propriété communale en 2011.

Suite à cette acquisition, et puisque les travaux de réaménagement de la Place Schweitzer débutaient, il a été convenu de mettre les locaux de l'ancienne pharmacie à la disposition de la Région pour y organiser les réunions de chantier. La Région a ainsi occupé les lieux pendant 2 ans.

C'est durant cette période qu'un dégât des eaux a accéléré le processus de dégradation du bâtiment puisqu'en dehors des réunions de chantier, les locaux occultés ont permis la prolifération de la mэрule.

C'est à l'occasion du dernier relevé des compteurs que l'ampleur de la situation a été constatée. Un cahier des charges pour la démolition des bâtiments était déjà en cours de rédaction. Les deux immeubles devraient être démolis dans les semaines qui viennent.

Les frais de démolition ne seront pas plus importants aujourd'hui que si la démolition était intervenue en 2011.

Concernant le suivi pour les autres bâtiments, tel que la maison inoccupée Place de l'Eglise par exemple, la rénovation des immeubles 7 et 9 Place de l'Eglise a fait l'objet d'un permis d'urbanisme délivré le 10 avril 2015 par le Fonctionnaire-délégué. Le dossier d'appel d'offre vient d'être finalisé par le bureau d'étude début septembre mais les disponibilités budgétaires de 2015 n'ont pas permis de prévoir l'adjudication des

travaux cette année.

Le budget des travaux sera prévu en 2016.

L'appel sera publié suite à l'approbation du projet par le Conseil communal de novembre 2015 en vue d'une attribution du marché dès que le budget 2016 sera disponible."

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van 15.09.2015 van Mijnheer Christian BOUCQ, Gemeenteraadslid, betreffende de gemeentelijke gebouwen en de dienstenlokalen "AMO" (Jeugdhulp in een Open Omgeving)

De Raad neemt kennis van de interpellatie van Mijnheer Christian BOUCQ, Gemeenteraadslid, betreffende de gemeentelijke gebouwen en de dienstenlokalen "AMO" (Jeugdhulp in een Open Omgeving).

"Monsieur le Bourgmestre, madame et messieurs les échevin-e-s,

A l'occasion de rencontres avec des travailleurs sociaux je souhaiterais avoir des éclaircissements à propos de la gestion de bâtiments à l'abandon et singulièrement des risques de fermeture d'un service social associatif actuellement locataire de l'un de ces bâtiments.

Il semblerait que le bâtiment appartenant à la commune et situé en bout de la rue de l'église au bord de la place Schweitzer soit envahi par la mэрule.

Cela amènerait la commune à d'importants travaux d'assainissement avant d'effectuer sa démolition.

Par voie de conséquence et comme cela était prévisible et annoncé depuis longtemps, le bâtiment voisin, propriété communale également serait voué à la démolition également.

Cet immeuble abrite actuellement une association qui effectue un travail d'information et d'accompagnement de jeunes dans le cadre d'une convention spécifique.

Cette association, malgré de nombreuses demandes ne sait pas aujourd'hui où elle pourrait être relogée sur notre territoire.

Tenant compte du fait que des perspectives leurs sont offertes dans une autre commune, que cette association est la seule à effectuer un travail avec ce type de public jeunes,

- pouvez-vous nous dire ce qui est prévu pour éviter de perdre un tel partenaire sur notre territoire (en référence aux objectifs du plan d'action jeunesse)?

Dans la perspective plus large et conjointe du déplacement du service de prévention vers les locaux rénovés de la rue H Blauwet,

- pouvez-vous nous dire quelle affectation est envisagée pour locaux libérés dans le parc Saint-Moulin?

En termes de vigilance et d'entretien des bâtiments, pouvez-vous nous expliquer comment il se fait qu'un bâtiment appartenant à la commune soit resté dans un état d'abandon dont on pouvait supputer des dégâts qui engendreront aujourd'hui des frais importants?

Enfin, pour d'autres situations similaires, quel suivi est organisé pour d'autres bâtiments - tel que la maison inoccupée de la place de l'église, par exemple - pour éviter qu'ils se retrouvent également dans un état de délabrement aux conséquences de dangerosité et de dépenses lourdes?

En vous remerciant pour vos éclairages et vos réponses.

Christian BOUCQ, conseiller communal Ecolo-Groen"

Het College geeft volgend antwoord:

"Wat de gebouwen betreft in de Kerkstraat 12 en 14 hebben we net voor de zomervakantie vastgesteld dat ze inderdaad volledig zijn aangetast door de huiszwam en derhalve sneller moeten worden gesloopt dan gepland. In het nummer 14 zijn de verenigingen "L'Oranger" en "Le Kiosque" gehuisvest die dus elders een onderdak moeten vinden.

Er wordt een onderhoud opgezet met "L'Oranger" om samen met hen in het verlengde van het Handvest voor de Jeugd en het Actieplan na te denken over hun noden en hoe we hier aan kunnen tegemoetkomen.

Na het verhuizen van de Preventiedienst naar de gerenoveerde lokalen aan de Hubert Blauwetstraat, worden de lokalen die in het Saint-Moulin park vrijkomen gebruikt voor jongerenactiviteiten. Over de nieuwe bestemming van die lokalen wordt momenteel nagedacht, maar bepaalde remediëringsactiviteiten en het opzetten van nieuwe activiteiten moet kunnen worden gevrijwaard.

Wat betreft de waakzaamheid en het onderhoud met betrekking tot die gebouwen moet erop worden gewezen dat de nummers 16/18 en 20, waarvan de Gemeente eigenaar was, begin de jaren 90 gesloopt werden. Nummer 14 zou al lang moeten zijn gesloopt, maar omdat het nog werd gebruikt en het gebouw ernaast niet aan de Gemeente toebehoorde, werd de sloop ervan uitgesteld tot het nummer 12 kon worden aangekocht.

In 2011 werd de Gemeente ook eigenaar van dat pand.

Na de aankoop en in het licht van de werken met betrekking tot de herinrichting van het Schweitzerplein, werd er beslist om de lokalen van de voormalige apotheek ter beschikking te stellen van het Gewest om er de werfvergaderingen te houden. Zo heeft het Gewest de lokalen gedurende een periode van 2 jaar gebruikt.

In die periode heeft waterschade het aftakelingsproces van het gebouw nog versneld. De lokalen werden immers uitsluitend gebruikt en verlicht tijdens de werfvergaderingen en daar buiten was het er altijd donker, wat de verspreiding van de huiszwam heeft bevorderd.

Bij de laatste opname van de meterstanden werd de omvang van de aantasting pas echt duidelijk. Er werd intussen al werk gemaakt van het opstellen van een bestek voor het slopen van de gebouwen. In de loop van de komende weken worden de sloopwerken aangevat.

De kosten voor het slopen zijn vandaag niet omvangrijker dan mochten de werken zijn uitgevoerd in 2011.

Wat betreft de opvolging van de andere gebouwen, waaronder het leegstaande huis aan het Kerkplein bijvoorbeeld, kan worden meegedeeld dat voor de renovatie van de nummers 7 en 9 aan het Kerkplein op 10 april 2015 een stedenbouwkundige vergunning werd afgeleverd door de gemachtigde ambtenaar. Het aanbestedingsdossier werd begin september door het studiebureau afgerond, maar omwille van de beperkte beschikbare middelen op de begroting 2015 kan de opdracht voor de werken dit jaar nog niet worden gegund.

Het budget voor de werken wordt dan ook gepland voor 2016.

De aanbesteding wordt gepubliceerd na goedkeuring van het project door de Gemeenteraad van november 2015 zodat de opdracht kan worden gegund zodra de middelen voor de begroting 2016 beschikbaar zijn."

De Raad neemt kennis.

Annexe / 1 bijlage

24.09.2015/A/0018 **Interpellation du 15.09.2015 de Monsieur Christian BOUCQ, Conseiller communal, concernant l'école "Les Lilas"**

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation de Monsieur Christian BOUCQ, Conseiller communal, concernant l'école "Les Lilas".

*"Monsieur le Bourgmestre, madame et messieurs les Echevin-e-s,
Tout d'abord, nous tenons à souligner la qualité et la rapidité avec laquelle les travaux permettant l'ouverture de la nouvelle école « Les Lilas » ont été exécutés, c'est une belle réussite architecturale dans un cadre agréable et, tenant compte des moyens et de l'environnement, nous ne doutons pas de la satisfaction des élèves et des enseignants qui y passeront une partie importante et essentielle de leur temps.*

Cette école s'est donné deux objectifs qui répondent à deux préoccupations particulières: la réponse à une pression démographique importante et la nécessité d'accueillir des enfants différents ou souffrant d'un handicap qui rend habituellement leur intégration difficile au sein d'une école.

Pour le premier objectif, pouvez-vous nous indiquer le nombre de places remplies à ce jour (en identifiant les transferts éventuels) et le nombre de places qui resteraient vacantes au sein de nos écoles?

Pour le second objectif, nous avons rencontré des parents Berchemois qui, sur base des informations publiées ont demandé à inscrire leur enfant dans cette école intégrative. Il leur a été répondu que ce n'était pas prévu.

Des enseignant-e-s, contacté-e-s par des parents à ce sujet, ont déclaré ne pas être au courant de ce type d'objectif particulier.

Pouvez-vous nous indiquer

- comment a été et sera faite l'information pour que les choses soient claires et compréhensibles pour les parents concernés

- comment l'ensemble des enseignant-e-s, mais plus largement, les autres acteurs concernés directement ou indirectement pourront être partie prenante dans l'élaboration d'un projet inclusif adapté, assumé et partagé (corps professoral, associations, centre sportif, voisins, ...)

En vous remerciant pour vos réponses, et restant à votre disposition pour collaborer dans le sens d'une intégration harmonieuse de tout enfant au sein des écoles et des quartiers.

Christian BOUCQ

Conseiller Ecolo-Groen"

Le Collège donne la réponse suivante:

"Concernant le premier objectif, le nombre de places remplies et réellement occupées aux Lilas en date du 17 février est de 228 enfants. Il ne reste plus de places vacantes au sein de l'ensemble de nos écoles.

Concernant l'information reçue par les parents sur l'inclusion, ceux-ci sont invités à contacter directement la direction pour toutes questions complémentaires.

Des séances d'information des enseignants ont eu lieu depuis le début de l'année 2015 afin de savoir quels enseignants étaient intéressés par l'inclusion pour venir travailler dans la nouvelle école tout en leur expliquant que l'année 2015-2016 serait une année de formation pour démarrer en septembre 2016.

Le centre PMS et le PSE ont également été rencontrés ainsi que l'association des

parents par rapport à ce sujet. Une séance de travail a déjà eu lieu avec le CECP et d'autres sont programmées à ce sujet.

Concernant les voisins, ils seront invités comme les autres berchemois à visiter l'établissement et il sera répondu à leurs interrogations. Jusqu'à présent, leur seule question était de s'assurer que nos enseignants n'utiliseraient pas le parking de leur résidence."

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van 15.09.2015 van Mijnheer Christian BOUCQ, Gemeenteraadslid, betreffende de school "Les Lilas"

De Raad neemt kennis van de interpellatie van Mijnheer Christian BOUCQ, Gemeenteraadslid, betreffende de school "Les Lilas".

*"Monsieur le Bourgmestre, madame et messieurs les Echevin-e-s,
Tout d'abord, nous tenons à souligner la qualité et la rapidité avec laquelle les travaux permettant l'ouverture de la nouvelle école « Les Lilas » ont été exécutés, c'est une belle réussite architecturale dans un cadre agréable et, tenant compte des moyens et de l'environnement, nous ne doutons pas de la satisfaction des élèves et des enseignants qui y passeront une partie importante et essentielle de leur temps.*

Cette école s'est donné deux objectifs qui répondent à deux préoccupations particulières: la réponse à une pression démographique importante et la nécessité d'accueillir des enfants différents ou souffrant d'un handicap qui rend habituellement leur intégration difficile au sein d'une école.

Pour le premier objectif, pouvez-vous nous indiquer le nombre de places remplies à ce jour (en identifiant les transferts éventuels) et le nombre de places qui resteraient vacantes au sein de nos écoles?

Pour le second objectif, nous avons rencontré des parents Berchemois qui, sur base des informations publiées ont demandé à inscrire leur enfant dans cette école intégrative. Il leur a été répondu que ce n'était pas prévu.

Des enseignant-e-s, contacté-e-s par des parents à ce sujet, ont déclaré ne pas être au courant de ce type d'objectif particulier.

Pouvez-vous nous indiquer

- comment a été et sera faite l'information pour que les choses soient claires et compréhensibles pour les parents concernés

- comment l'ensemble des enseignant-e-s, mais plus largement, les autres acteurs concernés directement ou indirectement pourront être partie prenante dans l'élaboration d'un projet inclusif adapté, assumé et partagé (corps professoral, associations, centre sportif, voisins, ...)

En vous remerciant pour vos réponses, et restant à votre disposition pour collaborer dans le sens d'une intégration harmonieuse de tout enfant au sein des écoles et des quartiers.

Christian BOUCQ

Conseiller Ecolo-Groen"

Het College geeft volgend antwoord:

"Wat betreft de eerste doelstelling kan worden meegedeeld dat het aantal ingevulde en daadwerkelijk gebruikte plaatsen in de school "Les Lilas" per 17 februari 228 kinderen bedraagt. Binnen onze scholen zijn dan ook geen plaatsen meer vrij.

Wat betreft de informatie vanwege de ouders rond inclusie kan worden gesteld dat die laatsten voor alle verdere inlichtingen worden uitgenodigd om rechtstreeks contact op te nemen met de directie.

Sinds begin 2015 worden door de leerkrachten informatiesessies gehouden om te achterhalen welke leerkrachten geïnteresseerd zijn in het inclusieproject om aan de slag te gaan in de nieuwe school waarbij hen op het hart wordt gedrukt dat 2015-2016 een overgangsjaar is, gericht op opleidingen om in september 2016 daadwerkelijk van start te gaan.

Er vonden rond deze problematiek intussen ook al gesprekken plaats met het PMS-centrum (psycho-medisch-sociaal centrum) en de PSE dienst (dienst voor gezondheidspromotie op school), evenals met de oudervereniging. Er werd al een werkvergadering opgezet met de CECP (de Franstalige Onderwijsraad van Gemeenten en Provincies) en er zijn nog andere dergelijke ontmoetingsmomenten gepland.

Wat betreft de burens kan worden gesteld dat ze net als alle andere Berchemnaren zullen worden uitgenodigd om een bezoek te brengen aan de instelling en dat er zal worden geantwoord op hun vragen. Tot op heden was hun enige bekommernis dat de leerkrachten niet de parkeerplaatsen voor hun woning zouden inpikken."

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation Boucq Les Lilas.pdf

Ndongo Diop entre en séance à 20h48 / treedt in zitting om 20u48.

24.09.2015/A/0019 **Interpellation du 18.09.2015 de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant l'absence d'établissement scolaire d'enseignement secondaire de filière générale francophone à Berchem-Sainte-Agathe - Etat de la question**

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant l'absence d'établissement scolaire d'enseignement secondaire de filière générale francophone à Berchem-Sainte-Agathe - Etat de la question.

"Depuis ma motion du 26 septembre 2013, j'interpelle régulièrement le Collège pour une mobilisation concernant une étude de faisabilité d'implantation d'une école secondaire sur le territoire communal.

A l'époque, la réaction de notre Bourgmestre à cette motion fut la suivante: "Il n'y a pas d'urgence."

Plus précisément, M. Riguelle précisait: "Il est temps de déterminer les responsabilités de chacun. Car la commune n'est pas un pouvoir organisateur du secondaire et il y aurait un danger à ce qu'elle le devienne. Cela dit, nous sommes bien-sûr attentifs à l'angoisse des parents. Mais, pour l'instant, il n'y a pas d'urgence. Les enfants berchemois ont tous trouvé chaussure à leur pied. Le décret enseignement est ainsi fait que quand on habite une commune qui ne dispose pas d'école secondaire, on obtient 1,5 point de priorité supplémentaire."

La DH du 23/09/2013

Dans un contexte de boom démographique scolaire et partant de manque croissant de places de secondaire (manque dûment anticipé par les analyses de l'IBSA), cette priorité accordée aux élèves berchemois "sans école à domicile" dans les communes voisines finirait par susciter des remous légitimes: Il suffit de se reporter par exemple à

l'article "Les Berchemois entrent massivement au Collège de Ganshoren. Et les primaires de Ganshoren alors?": 46 Berchemois prioritaires sur 51 de leurs demandes contre 36 places accordées aux élèves de Ganshoren sur 72 demandes...! L'Avenir du 22/05/2014.

Pourtant l'Echevin de l'Enseignement avait encore répondu le 9 janvier 2014 à mon interpellation du 19 décembre 2013: "Nous estimons que la motion d'étude (de faisabilité d'une école secondaire) n'est pas nécessaire pour l'instant."

Une placide satisfaction dans le statu quo que confirme le Bourgmestre Riguelle lors d'une interview à la RTBF: "A Berchem-Sainte-Agathe, on doit faire face à une réalité encore plus complexe: il n'existe aucune école secondaire francophone sur le territoire communal. Mais Joël Riguelle relativise: "Les parents berchemois ont des points de priorité dans les écoles des communes environnantes, fait-il remarquer. L'an dernier, tous les enfants de sixième primaire ont finalement trouvé une place." Article RTBF Régions "Inscriptions secondaire: le boom démographique n'a pas été assez anticipé" du vendredi 13 mars 2015.

Or dans un article paru ce 15 juillet 2015 dans La DH ("Une école secondaire à la Gare de l'Ouest"), nous apprenons qu'"En raison du boom démographique, la population berchemoise a augmenté, en 10 ans, de 16 %. Une hausse conséquente qui crée inmanquablement de nouveaux besoins en terme d'infrastructures scolaires. Si cette petite commune du nord-ouest dispose de deux écoles maternelles et de deux écoles primaires, dont celle des Lilas, qui va ouvrir ses portes avenue du Hunderenveld, le besoin de places secondaires se fait toujours plus criant.

Une grosse source d'inquiétude pour le bourgmestre berchemois, Joël Riguelle (CDH), et son échevin de l'Enseignement, Pierre Tempelhof (MR), car les petits berchemois risquent de perdre, en 2016, la priorité dont ils bénéficient en tant qu'habitants d'une commune sans école secondaire.

C'est pourquoi ils ont écrit à la ministre de l'Éducation, Joëlle Milquet (CDH), pour lui suggérer de se pencher sur l'opportunité de construire une nouvelle école secondaire sur un terrain en friche jouxtant la gare de l'Ouest, à Molenbeek. "Une école à cet endroit pourrait desservir tout le nord-ouest de Bruxelles", expliquent-ils, dans leur courrier adressé à la ministre."

Cette initiative du Bourgmestre et l'Echevin de l'Enseignement semble indiquer un tournant majeur de la majorité dans la réelle prise de conscience du problème d'absence d'école secondaire à Berchem.

- Le Collège peut-il porter à la connaissance du Conseil communal les conclusions argumentées sur ses réflexions en matière d'implantation d'école secondaire à Berchem depuis la motion de septembre 2013, notamment suite à ses contacts ministériels?

- Le Collège peut-il indiquer au Conseil communal si cette initiative d'appui d'un projet d'implantation à la Gare de l'Ouest signifie qu'il a définitivement abandonné toute volonté politique de voir implanter une école secondaire à Berchem?

- Dans l'hypothèse où le collège estimerait que le territoire berchemois ne disposerait pas de terrain disponible ou de bâtiment reconvertible en école secondaire, peut-il expliquer au Conseil communal selon quels arguments les bâtiments scolaires sis place Roi Baudouin ne pourraient pas être mis à la disposition d'un Pouvoir Organisateur d'Enseignement Secondaire?

Nicolas Stassen

Conseiller communal

0496471061"

Le Collège donne la réponse suivante:

"Pour la construction d'une école secondaire pouvant absorber tous les jeunes berchemois (de tous les réseaux), il faudrait créer un bâtiment pouvant accueillir 8 classes par année, c'est-à-dire 48 classes plus les infrastructures pour les cours philosophiques, réfectoires, salles d'études, cours spéciaux, cours de récréations, parking pour le personnel,... soit pas moins de 5 fois l'école des Lilas pour accueillir plus ou moins 1200 élèves.

Aucun lieu sur la Commune n'est suffisamment grand et desservi en transports pour accueillir une telle infrastructure.

Il est évident que la création d'un établissement secondaire, facilement accessible, aux élèves de plusieurs Communes pourrait être une solution rationnelle et adaptée. Le Cabinet de la Ministre ainsi que la facilitatrice régionale se penchent sur la question. La proposition que chaque Commune puisse avoir un premier degré du secondaire à proximité afin de diminuer le trajet des plus jeunes a aussi été soumise à la Ministre.

Dans cet ordre d'idée, la Ministre a également fait part de la construction prochaine de classes secondaires à Ganshoren et à Molenbeek-Saint-Jean, l'agrandissement d'établissements existants étant moins coûteux pour la Fédération.

Concernant la mise à disposition des bâtiments scolaires des Glycines, ceux-ci n'étant pas désaffectés, aucune mise à disposition pour des locaux de secondaire n'est possible. L'école « Les Lilas » étant une école supplémentaire pour augmenter l'offre dans l'enseignement primaire."

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van 18.09.2015 van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de afwezigheid van een schoolinstelling voor Franstalig middelbaar onderwijs volgens de algemeen te volgen stappen in Sint-Agatha-Berchem - Stand van zaken

De Raad neemt kennis van de interpellatie van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de afwezigheid van een schoolinstelling voor Franstalig middelbaar onderwijs volgens de algemeen te volgen stappen in Sint-Agatha-Berchem - Stand van zaken.

"Depuis ma motion du 26 septembre 2013, j'interpelle régulièrement le Collège pour une mobilisation concernant une étude de faisabilité d'implantation d'une école secondaire sur le territoire communal.

A l'époque, la réaction de notre Bourgmestre à cette motion fut la suivante: "Il n'y a pas d'urgence."

Plus précisément, M. Riguelle précisait: "Il est temps de déterminer les responsabilités de chacun. Car la commune n'est pas un pouvoir organisateur du secondaire et il y aurait un danger à ce qu'elle le devienne. Cela dit, nous sommes bien-sûr attentifs à l'angoisse des parents. Mais, pour l'instant, il n'y a pas d'urgence. Les enfants berchemois ont tous trouvé chaussure à leur pied. Le décret enseignement est ainsi fait que quand on habite une commune qui ne dispose pas d'école secondaire, on obtient 1,5 point de priorité supplémentaire."

La DH du 23/09/2013

Dans un contexte de boom démographique scolaire et partant de manque croissant de places de secondaire (manque dûment anticipé par les analyses de l'IBSA), cette priorité accordée aux élèves berchemois "sans école à domicile" dans les communes voisines finirait par susciter des remous légitimes: Il suffit de se reporter par exemple à l'article "Les Berchemois entrent massivement au Collège de Ganshoren. Et les

primaires de Ganshoren alors?": 46 Berchemois prioritaires sur 51 de leurs demandes contre 36 places accordées aux élèves de Ganshoren sur 72 demandes...! L'Avenir du 22/05/2014.

Pourtant l'Echevin de l'Enseignement avait encore répondu le 9 janvier 2014 à mon interpellation du 19 décembre 2013: "Nous estimons que la motion d'étude (de faisabilité d'une école secondaire) n'est pas nécessaire pour l'instant."

Une placide satisfaction dans le statu quo que confirme le Bourgmestre Riguelle lors d'une interview à la RTBF: "A Berchem-Sainte-Agathe, on doit faire face à une réalité encore plus complexe: il n'existe aucune école secondaire francophone sur le territoire communal. Mais Joël Riguelle relativise: "Les parents berchemois ont des points de priorité dans les écoles des communes environnantes, fait-il remarquer. L'an dernier, tous les enfants de sixième primaire ont finalement trouvé une place." Article RTBF Régions "Inscriptions secondaire: le boom démographique n'a pas été assez anticipé" du vendredi 13 mars 2015.

Or dans un article paru ce 15 juillet 2015 dans La DH ("Une école secondaire à la Gare de l'Ouest"), nous apprenons qu'"En raison du boom démographique, la population berchemoise a augmenté, en 10 ans, de 16 %. Une hausse conséquente qui crée inmanquablement de nouveaux besoins en terme d'infrastructures scolaires. Si cette petite commune du nord-ouest dispose de deux écoles maternelles et de deux écoles primaires, dont celle des Lilas, qui va ouvrir ses portes avenue du Hunderenveld, le besoin de places secondaires se fait toujours plus criant.

Une grosse source d'inquiétude pour le bourgmestre berchemois, Joël Riguelle (CDH), et son échevin de l'Enseignement, Pierre Tempelhof (MR), car les petits berchemois risquent de perdre, en 2016, la priorité dont ils bénéficient en tant qu'habitants d'une commune sans école secondaire.

C'est pourquoi ils ont écrit à la ministre de l'Éducation, Joëlle Milquet (CDH), pour lui suggérer de se pencher sur l'opportunité de construire une nouvelle école secondaire sur un terrain en friche jouxtant la gare de l'Ouest, à Molenbeek. "Une école à cet endroit pourrait desservir tout le nord-ouest de Bruxelles", expliquent-ils, dans leur courrier adressé à la ministre."

Cette initiative du Bourgmestre et l'Echevin de l'Enseignement semble indiquer un tournant majeur de la majorité dans la réelle prise de conscience du problème d'absence d'école secondaire à Berchem.

- Le Collège peut-il porter à la connaissance du Conseil communal les conclusions argumentées sur ses réflexions en matière d'implantation d'école secondaire à Berchem depuis la motion de septembre 2013, notamment suite à ses contacts ministériels?

- Le Collège peut-il indiquer au Conseil communal si cette initiative d'appui d'un projet d'implantation à la Gare de l'Ouest signifie qu'il a définitivement abandonné toute volonté politique de voir implanter une école secondaire à Berchem?

- Dans l'hypothèse où le collège estimerait que le territoire berchemois ne disposerait pas de terrain disponible ou de bâtiment reconvertible en école secondaire, peut-il expliquer au Conseil communal selon quels arguments les bâtiments scolaires sis place Roi Baudouin ne pourraient pas être mis à la disposition d'un Pouvoir Organisateur d'Enseignement Secondaire?

Nicolas Stassen

Conseiller communal

0496471061"

Het College geeft volgend antwoord:

"Voor de bouw van een middelbare school waar alle Berchemse jongeren (uit alle

netten) terecht zouden kunnen, moet er een gebouw worden rechtgezet met 8 klassen per jaar. Dat betekent 48 klaslokalen plus de nodige infrastructuur voor de cursussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer, refters, studiezalen, bijzondere cursussen, speelplaatsen, parkeergelegenheid voor het personeel, ... Kortom: niet minder dan vijf keer de school "Les Lilas" om plusminus 1200 leerlingen op te vangen.

Geen enkele plek binnen de Gemeente is voldoende groot en bereikbaar met het openbaar vervoer om een dergelijke infrastructuur neer te poten.

Het spreekt voor zich dat de oprichting van een makkelijk bereikbare middelbare school voor de leerlingen van meerdere Gemeenten een aangepaste en rationele oplossing zou kunnen zijn. Het kabinet van de Minister en de gewestelijke facilitator buigen zich intussen over de problematiek. Het voorstel dat elke Gemeente een eerste graad middelbare school zou kunnen aanbieden om het traject van de jongste leerlingen in te korten, werd eveneens aan de Minister voorgelegd.

In diezelfde zin heeft de Minister ons tevens meegedeeld dat er eerlang middelbare klassen worden gebouwd in Ganshoren en Sint-Jans-Molenbeek door uitbreiding van bestaande instellingen omdat dit een goedkopere oplossing is voor de Federatie.

Wat betreft het ter beschikking stellen van de gebouwen van de school "Les Glycines" moet erop worden gewezen dat deze niet van bestemming veranderen en dan ook niet in aanmerking komen voor lokalen van een middelbare school. De school "Les Lilas" is een extra school om het aanbod basisscholen in de Gemeente verder uit te breiden."

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation Stassen absence d'école secondaire à BSA.pdf

24.09.2015/A/0020 **Interpellation de Monsieur Vincent LURQUIN, Conseiller communal, concernant le placement temporaire de modules accueillant des classes de l'école Unesco de Koekelberg**

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation de Monsieur Vincent LURQUIN, Conseiller communal, concernant le placement temporaire de modules accueillant des classes de l'école Unesco de Koekelberg.

"Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Nous avons appris par voie de presse l'introduction d'un recours en date du 3 août 2015 par le Collège concernant le permis délivré pour l'installation des classes de l'école Unesco de Koekelberg rue de Grand-Bigard, 502-568.

J'ai également pris connaissance de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale retirant son arrêté du 28 août 2015 relatif au même recours introduit par le Collège.

Les considérants établissent qu'une des conditions émise dans la décision du 28 août 2015 est irrégulière puisqu'elle se réfère à un événement dont la réalisation dépend d'un tiers ou d'une autre autorité, en l'occurrence notre commune.

Cette condition est de prévoir un contrat de mobilité pour disposer de deux agents de police supplémentaires.

Suite à ce constat, le gouvernement régional décide de retirer l'arrêté du 28 août 2015.

Voudrez-vous nous informer des conséquences de cet arrêté quant à l'implantation des modules de l'école Unesco, et nous informer également de la date à laquelle la commune a été prévenue quant à la volonté de la KAK de s'installer provisoirement sur son territoire, quels furent les contacts pris avec les autres communes et notamment

Koekelberg, quel fut le résultat du recours introduit devant le Conseil d'Etat et plaidé ce vendredi 18 septembre 2015?

Vous remerciant pour vos réponses, je vous prie d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, l'expression de ma parfaite considération.
Vincent Lurquin"

Le Collège donne la réponse suivante:

"Pour mémoire, suite à notre recours, la décision du Gouvernement du 10 septembre 2015 confirmait le permis délivré et permettait à « GO! Onderwijs » de le mettre en œuvre sans aucune des mesures d'accompagnement que le Gouvernement avait préconisé (notamment en terme de mobilité) dans son arrêté du 28 août 2015.

Concernant la date à laquelle la Commune a été prévenue de l'installation de la KAK sur le territoire, la première réunion des représentants de « GO! Onderwijs » avec les services techniques communaux date du 14 mai 2014.

A cette occasion, il avait été signalé que le terrain de la Rue de Grand-Bigard ne convenait pas en raison de la configuration de la rue, de l'augmentation de la pression de trafic existante et du contexte urbain environnant en général. Les prescriptions urbanistiques de la zone verte avaient également été mises en avant comme étant un obstacle au projet. Pour mémoire, il existe déjà trois écoles sur cette portion de la rue de Grand-Bigard (Herlin, Kasterlinden et 7 Etoiles).

Concernant les contacts pris avec les autres Communes et notamment Koekelberg, « GO! Onderwijs » aurait recherché d'autres sites mais soit les terrains étaient prévus à d'autres fins à court terme, soit les propriétaires étaient financièrement trop exigeants.

A propos du résultat du recours, par son arrêt rendu le 21 septembre 2015, le Conseil d'État suspend le permis d'urbanisme du « GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap » au sujet de l'implantation de classes temporaires en modules préfabriqués rue de Grand-Bigard à Berchem-Sainte-Agathe.

Malgré le résultat du recours, la Commune de Berchem-Sainte-Agathe a poursuivi les discussions avec les représentants de « GO! Onderwijs » et a pris l'initiative de proposer une alternative pour l'installation pendant deux ans de pavillons préfabriqués.

Cette nouvelle piste a été retenue et est actuellement à l'étude. Elle consiste en une autre localisation sur un terrain en friche de l'avenue du Roi Albert. Ce terrain pourrait être mis à disposition pour deux ans.

Il est situé sur une voirie plus large qui permettra une meilleure gestion de la mobilité et une meilleure sécurisation des usagers. Des places de parking en voirie pourront être réservées au « kiss and ride » à certaines heures et une ligne de tram avec un quai sécurisé dessert les lieux."

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mijnheer Vincent LURQUIN, Gemeenteraadslid, betreffende het tijdelijk plaatsen van containerklassen van de Unesco-school van Koekelberg

De Raad neemt kennis van de interpellatie van Mijnheer Vincent LURQUIN, Gemeenteraadslid, betreffende het tijdelijk plaatsen van containerklassen van de Unesco-school van Koekelberg.

"Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Nous avons appris par voie de presse l'introduction d'un recours en date du 3 août 2015 par le Collège concernant le permis délivré pour l'installation des classes de l'école Unesco de Koekelberg rue de Grand-Bigard, 502-568.

J'ai également pris connaissance de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale retirant son arrêté du 28 août 2015 relatif au même recours introduit par le Collège.

Les considérants établissent qu'une des conditions émise dans la décision du 28 août 2015 est irrégulière puisqu'elle se réfère à un évènement dont la réalisation dépend d'un tiers ou d'une autre autorité, en l'occurrence notre commune.

Cette condition est de prévoir un contrat de mobilité pour disposer de deux agents de police supplémentaires.

Suite à ce constat, le gouvernement régional décide de retirer l'arrêté du 28 août 2015.

Voudrez-vous nous informer des conséquences de cet arrêté quant à l'implantation des modules de l'école Unesco, et nous informer également de la date à laquelle la commune a été prévenue quant à la volonté de la KAK de s'installer provisoirement sur son territoire, quels furent les contacts pris avec les autres communes et notamment Koekelberg, quel fut le résultat du recours introduit devant le Conseil d'Etat et plaidé ce vendredi 18 septembre 2015?

Vous remerciant pour vos réponses, je vous prie d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, l'expression de ma parfaite considération.
Vincent Lurquin"

Het College geeft volgend antwoord:

"Ter herinnering: naar aanleiding van het door ons ingestelde beroep werd de afgeleverde vergunning met de beslissing van de Regering van 10 september 2015 bevestigd en kon het GO! Onderwijs het verder uitvoeren zonder inachtneming van de door de Regering in haar besluit van 28 augustus 2015 bepleite begeleidingsmaatregelen (meer bepaald met betrekking tot de mobiliteit).

Wat betreft de datum waarop de Gemeente in kennis werd gesteld van de vestiging van de KAK op haar grondgebied, dient te worden gesteld dat de eerste vergadering van de vertegenwoordigers van het GO! Onderwijs met de technische diensten van de Gemeente plaatsvond op 14 mei 2014.

Bij die gelegenheid werd er opgemerkt dat het terrein aan de Groot-Bijgaardenstraat niet geschikt was omwille van de inrichting van de straat, de extra druk op het verkeer en de stedelijke context van de omgeving in het algemeen. De stedenbouwkundige voorschriften met betrekking tot de groene zone werden eveneens naar voren geschoven als een van de hinderpalen voor de uitvoering van het project. Ter herinnering: in dit gedeelte van de Groot-Bijgaardenstraat liggen al drie scholen (Herlin, Kasterlinden en Zevensterren).

Wat betreft de contacten die werden genomen met de andere Gemeenten en meer bepaald Koekelberg, moet worden gesteld dat GO! Onderwijs naar andere sites zou hebben uitgekeken, maar dat die terreinen reeds waren toegewezen aan andere projecten die op korte termijn vaste vorm zouden krijgen of dat de eigenaars zich financieel te veeleisend opstelden.

Wat betreft het resultaat van het beroep dient te worden opgemerkt dat, met zijn arrest van 21 september 2015, de Raad van State de stedenbouwkundige vergunning van het "GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap" met betrekking tot de inplanting van tijdelijke containerklassen aan de Groot-Bijgaardenstraat te Sint-Agatha-Berchem opschort.

Ondanks de uitkomst van het beroep heeft de Gemeente Sint-Agatha-Berchem voort gesprekken gevoerd met de vertegenwoordigers van het GO! Onderwijs en het initiatief genomen om een alternatief voor te stellen wat betreft de plaatsing van containerklassen voor een periode van twee jaar.

Die nieuwe piste werd goedgevonden en wordt momenteel nader onderzocht. Het gaat meer bepaald om een andere locatie op een braakliggend terrein aan de Koning Albertlaan. Dit terrein zou ter beschikking kunnen worden gesteld voor een periode van twee jaar.

Het ligt aan een bredere weg die een beter beheer van de mobiliteit mogelijk maakt en de gebruikers hogere veiligheid biedt. Parkeerplaatsen langs de weg zouden op bepaalde uren kunnen worden voorbehouden aan een "kiss & ride" zone en langs het terrein loopt een tramspoor met een beveiligde op- en afstapkade."

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation Lurquin Ecole Unesco de Koekelberg.pdf

24.09.2015/A/0021 **Interpellation de Monsieur Vincent LURQUIN, Conseiller communal, concernant les mesures prises par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe dans le cadre de l'accueil des réfugiés**

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation de Monsieur Vincent LURQUIN, Conseiller communal, concernant les mesures prises par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe dans le cadre de l'accueil des réfugiés.

"Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

La question des réfugiés est devenue une question prioritaire pour les citoyens tant belges qu'europeens.

Si les longues files d'hommes, de femmes, d'enfants tentant de fuir leur pays en proie aux guerres civiles nous étaient quotidiens, si même les images de ces bateaux chavirant au large des côtes européennes n'avaient pas provoqué une prise de conscience politique, l'arrivée massive de réfugiés syriens et irakiens a définitivement changé la conception que l'on pouvait avoir de l'immigration.

Ce ne sont plus les regards de ces hommes à la recherche d'un exil improbable qui nous concernaient peu, mais bien l'image de ce petit Aylan rejeté sur les rivages de Bodrum, pour nous terre de vacances, qui aujourd'hui nous interpelle.

Cette interpellation a touché l'ensemble du monde politique tant belge qu'europeen, mais aussi des mouvements citoyens qui ravivent les notions de solidarité, asile et accueil.

Il est évident que notre commune doit également participer à cette prise de conscience qui peut être, nous voulons l'espérer, modèle d'un monde plus ouvert et tolérant.

Les questions que je voulais vous poser Monsieur le Bourgmestre sont:

D'une part, combien Berchem-Sainte-Agathe compte-t-elle aujourd'hui de réfugiés reconnus et de candidats demandeurs d'asile? Quelles sont les actions spécifiques organisées à leur rencontre? Quelles classes-passerelles existe-t-il tant dans l'enseignement communal que dans l'enseignement libre? Quelles activités spécifiques sont organisées pour eux lorsque l'on sait toute la difficulté de l'apprentissage d'un asile accordé, et lorsque l'on sait aussi les douleurs provoquées par l'exil?

J'ai été surpris d'une intervention lue dans le journal La Capitale dans lequel vous précisez, Monsieur le Bourgmestre, ne rien avoir prévu au niveau public pour l'accueil des réfugiés mais qu'éventuellement vous le feriez en cas de demande du

gouvernement.

Ne pensez-vous pas qu'aujourd'hui, il est temps d'anticiper ces demandes comme le font d'ailleurs d'autres communes pour permettre aux citoyens de rencontrer d'autres personnes venues d'ailleurs et qui ont comme seule volonté de devenir également citoyens de notre commune.

Vous nous avez informés d'un projet privé qui pourrait être soutenu par la commune? N'avez-vous aucune autre proposition de la part du gouvernement fédéral? Que comptez-vous faire pour répondre à cette demande des migrants?

Je suis Berchemois. Ik ben Berchemnaar. N'est-ce pas le bon moment de montrer que cette phrase se décline également en projets, en initiatives locales d'accueil, en un apprentissage du vivre-ensemble.

Vous remerciant pour vos réponses, je vous prie d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, l'expression de ma parfaite considération.

Vincent Lurquin"

Le Collège donne la réponse suivante:

"Concernant votre demande précise de chiffres concernant les réfugiés établis dans notre commune, il y a exactement au 21.09.2015, 70 personnes reconnues comme réfugiés inscrites au registre Population et Etrangers de la Commune et 43 réfugiés demandeurs d'asile dont le dossier est en traitement à l'Office des Etrangers.

Concernant les actions spécifiques, il ne vous aura pas échappé que Le Collège des Bourgmestre et Echevins a été informé très récemment de la volonté du Gouvernement fédéral d'installer des réfugiés de guerre dans l'établissement « Le Saule », situé avenue Gisseleire Versé. Ce bâtiment a été proposé par son propriétaire actuel dans le cadre d'un appel d'offre que le gouvernement fédéral a lancé tant vers les institutions publiques du pays que vers les entreprises privées. Nous avons immédiatement demandé à rencontrer Fedasil et les propriétaires pour évaluer tous les éléments liés à cette installation.

Suite à ces contacts, le Collège des Bourgmestre et Echevins a pris la décision d'accompagner cette installation tout en étant très attentif aux aspects de sécurité et de dignité qui doivent présider à une telle occupation. Berchem-Sainte-Agathe sera au rendez-vous de la dignité en exigeant que toutes les conditions de sécurité soient respectées.

Une visite des pompiers ainsi que la production de tous les documents utiles garantissant le bon état et la sécurité du bâtiment a été demandé. Nous avons également demandé toutes les explications nécessaires à Fedasil sur les relations contractuelles établies et les responsabilités des uns et des autres.

Par ailleurs, nous avons demandé à recevoir des familles avec enfants compte tenu du caractère du quartier et de la vocation familiale de la Commune.

Une séance d'information aux riverains en présence des responsables de Fedasil a été organisée.

Pour les activités spécifiques, les gestionnaires du bâtiment sont subsidiés non seulement pour l'hébergement des réfugiés mais également pour l'accompagnement médical et psychologique de ces personnes.

La Commune assurera cependant un rôle de coordination des propositions d'aide et de bénévolat de telle manière à les rendre opérationnelle. Tant pour cet objectif que pour l'information des berchemois, un coordinateur a été désigné, une petite équipe mise sur pied ainsi qu'une ligne téléphonique directe."

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mijnheer Vincent LURQUIN, Gemeenteraadslid, betreffende de door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem genomen maatregelen in het kader van de vluchtelingenopvang

De Raad neemt kennis van de interpellatie van Mijnheer Vincent LURQUIN, Gemeenteraadslid, betreffende de door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem genomen maatregelen in het kader van de vluchtelingenopvang.

"Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

La question des réfugiés est devenue une question prioritaire pour les citoyens tant belges qu'européens.

Si les longues files d'hommes, de femmes, d'enfants tentant de fuir leur pays en proie aux guerres civiles nous étaient quotidiens, si même les images de ces bateaux chavirant au large des côtes européennes n'avaient pas provoqué une prise de conscience politique, l'arrivée massive de réfugiés syriens et irakiens a définitivement changé la conception que l'on pouvait avoir de l'immigration.

Ce ne sont plus les regards de ces hommes à la recherche d'un exil improbable qui nous concernaient peu, mais bien l'image de ce petit Aylan rejeté sur les rivages de Bodrum, pour nous terre de vacances, qui aujourd'hui nous interpelle.

Cette interpellation a touché l'ensemble du monde politique tant belge qu'européen, mais aussi des mouvements citoyens qui ravivent les notions de solidarité, asile et accueil.

Il est évident que notre commune doit également participer à cette prise de conscience qui peut être, nous voulons l'espérer, modèle d'un monde plus ouvert et tolérant.

Les questions que je voulais vous poser Monsieur le Bourgmestre sont:

D'une part, combien Berchem-Sainte-Agathe compte-t-elle aujourd'hui de réfugiés reconnus et de candidats demandeurs d'asile? Quelles sont les actions spécifiques organisées à leur rencontre? Quelles classes-passerelles existe-t-il tant dans l'enseignement communal que dans l'enseignement libre? Quelles activités spécifiques sont organisées pour eux lorsque l'on sait toute la difficulté de l'apprentissage d'un asile accordé, et lorsque l'on sait aussi les douleurs provoquées par l'exil?

J'ai été surpris d'une intervention lue dans le journal La Capitale dans lequel vous précisez, Monsieur le Bourgmestre, ne rien avoir prévu au niveau public pour l'accueil des réfugiés mais qu'éventuellement vous le feriez en cas de demande du gouvernement.

Ne pensez-vous pas qu'aujourd'hui, il est temps d'anticiper ces demandes comme le font d'ailleurs d'autres communes pour permettre aux citoyens de rencontrer d'autres personnes venues d'ailleurs et qui ont comme seule volonté de devenir également citoyens de notre commune.

Vous nous avez informés d'un projet privé qui pourrait être soutenu par la commune? N'avez-vous aucune autre proposition de la part du gouvernement fédéral? Que comptez-vous faire pour répondre à cette demande des migrants?

Je suis Berchemois. Ik ben Berchemnaar. N'est-ce pas le bon moment de montrer que cette phrase se décline également en projets, en initiatives locales d'accueil, en un apprentissage du vivre-ensemble.

Vous remerciant pour vos réponses, je vous prie d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, l'expression de ma parfaite considération.

Vincent Lurquin"

Het College geeft volgend antwoord:

"Met betrekking tot uw vraag rond het precieze cijfer van het aantal vluchtelingen dat in onze Gemeente is gevestigd, kunnen we u meedelen dat er per 21.09.2015 precies 70 erkende vluchtelingen zijn ingeschreven in het Bevolkings- en Vreemdelingenregister van de Gemeente en 43 vluchtelingen-asielzoekers wiens dossier momenteel in behandeling is bij de Dienst Vreemdelingenzaken.

Wat betreft specifieke acties zal het u wellicht niet zijn ontgaan dat het College van Burgemeester en Schepenen er recent van op de hoogte werd gebracht dat de Federale regering oorlogsvluchtelingen wil onderbrengen in het woonzorgcentrum "Le Saule" aan de Gisseleire Versélaan. Dit gebouw werd door zijn huidige eigenaar voorgedragen in het kader van een openbare aanbesteding die de federale regering heeft uitgeschreven voor zowel overheidsinstellingen van het land als privébedrijven. We hebben ogenblikkelijk een gesprek gevraagd met Fedasil en de eigenaars om ons een beeld te kunnen vormen van de impact van die installatie.

In aansluiting op die gesprekken heeft het College van Burgemeester en Schepenen beslist om de installatie van de vluchtelingen te begeleiden met oog voor de verschillende aspecten qua veiligheid en waardigheid die een dergelijk gebruik van de gebouwen vooraf moeten gaan. Sint-Agatha-Berchem mist de afspraak met de waardigheid niet, maar eist daarbij dat aan alle veiligheidsvoorwaarden wordt voldaan.

Er werd een bezoek van de brandweer aangevraagd en geëist dat alle nuttige documenten die de staat en de veiligheid van het gebouw kunnen aantonen, worden voorgelegd. We hebben ook alle nodige informatie bij Fedasil ingewonnen wat betreft de contractuele betrekkingen en de verantwoordelijkheden van de verschillende betrokkenen.

Bovendien hebben we ervoor gepleit om, in het licht van het karakter van de wijk en de gezinsvriendelijke aard van de Gemeente, gezinnen met kinderen te mogen onthalen. Er werd een informatievergadering gehouden voor de buurtbewoners in aanwezigheid van de verantwoordelijken van Fedasil.

Wat de specifieke activiteiten betreft, worden de beheerders van het gebouw niet alleen gesubsidieerd voor het huisvesten van vluchtelingen, maar evenzeer voor de medische en psychologische begeleiding van de betrokkenen.

De Gemeente neemt echter een coördinerende rol op zich wat betreft het sturen van hulp- en vrijwilligersvoorstellen zodat ze vlot kunnen worden uitgerold. Zowel wat betreft deze doelstelling als ter informatie van de Berchemnaren, werd een coördinator aangesteld, een klein team op de been gebracht en een rechtstreekse telefoonlijn geopend."

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage : Interpellation Lurquin accueil des réfugiés.pdf

Levée de la séance à 22:40

Opheffing van de zitting om 22:40

Par ordonnance / In opdracht :

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Philippe Rossignol

Le Bourgmestre-Président,
De Burgemeester-Voorzitter,

Joël Riguelle

